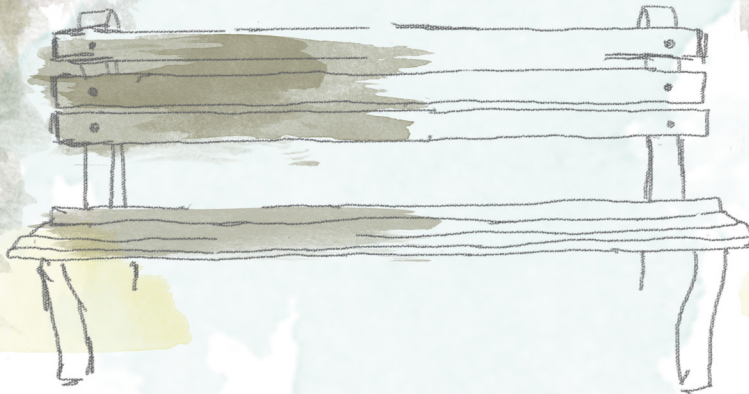


فضاء FADAE

FREE ACCESS AND DIVERSITY FOR ALL AND EVERYONE



Coordination générale
• Mehdi **AZDEM**

Cadre légal et juridique
• Mohamed **SAMMOUNI**

Contributions
• Rahamim **BENHAIM**
• Dounia **BENSLIMANE**
• Adel **ESSAADANI**

Conception
• Sara **CHAKLI**

Relecture
• Rajae **HAMMADI**
• Aïcha **NOURI**
• Quitterie **BERCHON**

Remerciements
• Meryem **JAZOULI**
• Reuben **ODOI**
• Sara **SOUJAR**



30, rue Banafsaj, Résidence Berth 2 | 2ème étage N8, 20 140,
Mers Sultan Casablanca, Maroc
info@racines.ma | +212 522 47 63 35
racines.ma | artmap.ma | pratiquesculturelles.ma

Racines est une association marocaine à but non lucratif, militant pour la culture en tant que facteur de développement humain social et économique. **Racines** est née de la volonté d'acteurs culturels marocains, convaincus que la problématique de la culture, indispensable à la cohésion sociale et au développement, est commune aux pays africains : faiblesse d'implication de l'État en terme de politiques culturelles, non reconnaissance de la culture comme un droit humain, faibles industries créatives, non protection des droits des artistes, insuffisance de l'offre de formation aux métiers de la culture.

Le projet «**FADAE**» est mis en oeuvre par Racines dans le cadre du programme «**Drame, Diversité et développement dans la région MENA**», avec le financement de l'Union Européenne, et le soutien de Minority Rights Group International, Civic Forum Institute Palestine, Andalous Institute for Tolerance and Anti-Violence Studies, et Prince Claus Fund for Culture and Development.

Ce rapport a été produit par Racines dans le cadre du projet **FADAE** (Free Access and Diversity for All and Everyone) avec l'assistance de l'Union Européenne. Ce contenu est de la seule responsabilité de Racines et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.

Financé par :



Avec le soutien de :



Introduction06

Cadre légal et juridique de l'espace public au Maroc.....08

- Contexte politique et sociologique.....08
- Printemps marocain.....08
- Constitution.....08
- Conventions internationales.....09
- Harcèlement sexuel dans l'espace public.....10
- Minorités et espace public.....10

Cas de censure et/ou de violation de liberté dans l'espace public au Maroc (2011-2016).....11

- Pièce de théâtre de rue « B7al B7al » (2015).....11
- Festival Droubna (2015).....13
- Les « Mini-jupes » d'Inzegane (2015).....14
- Festival Résistance et Alternatives (2014)...15
- L'felssafa f zen9a (2013).....15
- Une heure de lecture (2013).....16
- Le baiser de Nador (2013).....17
- Projection d'un film documentaire sur la corruption (2013).....18

Témoignages19

- Meryem Jazouli (Chorégraphe).....19
- Reuben Odoi (Musicien).....20
- Sara Soujar (Activiste pour le genre).....21

Conclusion22

Introduction : **L'ESPACE PUBLIC** ou la naissance de la démocratie en oeuvre

Aller vers les gens. Aller vers les autres. C'est l'un des principes de vie de Racines. Racines n'invite pas seulement à des conférences en des lieux fermés. Alors comment aller vers les gens, si ce n'est dans l'espace public.

Parce qu'il constitue l'espace intermédiaire entre la société civile et l'Etat, l'espace public est le lieu du fonctionnement démocratique. Il en est devenu la mesure et le critère. L'accès à l'espace public est indissociable de la très forte urbanisation que nous connaissons à travers tout le pays. Il est lié à l'irruption, très récente, depuis une dizaine d'années, des multiples supports d'expression, journaux, revues, radios privées, sondages, journaux en ligne... Parce qu'il se construit par la circulation des gens et des idées. Il est le condensé de la vie participative, dans la mesure où il recueille l'ensemble des expressions, des opinions et des demandes sociales. Il est aussi le lieu de confrontation quand l'accès à l'espace public est bloqué par les pouvoirs. Au fur et à mesure que la ville et la société se développent, et se complexifient, le besoin de rencontres et d'utilisation des espaces publics, s'impose comme une évidence. En ce sens, c'est un droit d'accès, un droit de participer. L'espace public est d'abord celui qui est accessible à toutes les citoyennes et à tous les citoyens. C'est son accessibilité qui le définit. La conformation

de la ville qui lui restitue sa raison d'être : les places, centre de la ville, conjonction de grands boulevards. L'accessibilité, par la liberté de mouvement, produit la spontanéité avec laquelle les gens s'en servent pour se rencontrer, et apaise les demandes sociales.

L'accès aux espaces publics devient, de fait, la consécration de la vie participative des citoyens. Parce qu'ils s'approprient ce qui est leur ville, parce qu'ils sortent de chez eux, parce qu'ils sortent de leur cercle urbain immédiat, de leurs rues, de leurs quartiers, pour aller vers les autres, avec les autres, pour exprimer leur participation, dire leur volonté de participation à la vie du pays. Ils s'accaparent les espaces publics pour légitimer leur participation. Qui n'a pas eu un souvenir de ce type quand le grand frère, le père ou l'oncle, lui raconte, « tu vois dans ce boulevard, c'est là qu'il y a eu la grande manifestation de... ». Dans chaque ville, on peut reconstituer une géographie politique de la pulsation des mobilisations des gens, de leurs rassemblements, leurs rencontres, leurs manifestations. C'est une cartographie de l'action collective. Il y a donc des itinéraires dédiés. Une spatialisation de l'expression du politique des gens, dans une ville, fait de l'espace public, au delà d'un simple décor physique de l'expression des gens, une appropriation dédiée de la ville par ses citoyens. L'espace public est donc

un enjeu subjectif de la représentation du désir, du politique des gens. Il peut devenir un enjeu objectif dans la confrontation physique de l'occupation des lieux avec le pouvoir.

L'espace public est, de fait, le lieu d'apprentissage d'individus en mesure d'échanger, de se faire leur opinion, et qui n'acceptent pas les discours convenus, des gens qui acceptent l'échange des idées et l'argumentation, et aussi, implicitement, le plus souvent, dans le pays, conscients des limites de l'affrontement physique. L'espace public participe à l'élaboration des opinions, une élaboration qui exclut le discours conformiste des partis et du pouvoir. L'espace public produit la légitimité démocratique par la reconnaissance de l'autre. Il exprime le mouvement d'émancipation qui permet la liberté

individuelle, afficher publiquement ce que l'on pense, ce que l'on est, ce que l'on veut être. Il exprime le mouvement démocratique.

C'est aussi et surtout un espace symbolique. Sa formation est liée à la légitimité reconnue aux valeurs défendues par les gens. C'est une histoire de débats de confrontations. L'espace public symbolise la réalité d'une démocratie en cours. Il devient le lieu de l'expression contradictoire des informations, des points de vue et des intérêts. Il est le lien politique qui relie les citoyens anonymes. L'espace public produit ce qui est précieux pour la vie du pays : donner aux citoyens le sentiment de participer réellement à la politique du pays. L'espace politique devient le lieu de la construction démocratique qui fait vivre ensemble la société, parce qu'il apaise ses différends, par la liberté d'expression. ■

Cadre légal et juridique de **L'ESPACE PUBLIC** **AU MAROC**

• Contexte politique et sociologique :

Le conflit autour du droit d'accès à l'espace public est lié au conflit qui existait pendant l'époque du "pays du Makhzen et pays du Siba", au cours de laquelle l'espace public était géré dans le pays du Siba par les citoyens, contrairement au pays du Makhzen, où l'espace public était géré par le Makhzen (Mounia Bennani Chraïbi – Conférence d'ouverture des 4^{èmes} Rencontres d'Averroès, Mars 2016).

Par la suite, l'Etat traditionnel a pris le contrôle de l'espace public au Maroc et l'a soumis à son régime sécuritaire, devenant ainsi géré par l'Etat central. Pendant le protectorat, l'espace public est resté sous réserve de la logique de sécurité, jusqu'à la mise en œuvre d'un ensemble de décrets publiés en 1958, deux ans après l'indépendance du Maroc. Parmi ces "Décrets relatifs aux libertés publiques", figure un décret lié au droit des rassemblements publics, qui est toujours en vigueur après avoir connu quelques ajustements formels.

• Printemps marocain :

En 2011, comme dans d'autres pays de la région, des groupes de jeunes sont sortis protester dans la rue contre l'interdiction d'accès à l'espace public. Ils ont aussi plaidé pour le dépassement des règles imposées par la loi gérant les rassemblements publics, à travers l'organisation des manifestations pacifiques appelant à la démocratie, au

changement constitutionnel et aux réformes politiques et institutionnelles.

Avec des réclamations essentiellement politiques, ce "printemps" a pu restituer l'espace public aux citoyens, grâce à l'organisation de sit-in et de marches de protestation. L'espace public a été également réapproprié par un groupe manifestant par l'expression créative, et était au cœur du mouvement de protestation. Ce mouvement de protestation s'est imposé sur le pouvoir politique, menant au discours royal du 9 mars 2011 et aboutissant à la réforme de la Constitution en 2011. Cette dernière comprend un chapitre entier sur les droits et libertés, y compris le droit à l'expression dans l'espace public.

• Constitution :

La Constitution marocaine de 2011 a évalué l'ensemble des chapitres de la Constitution de 1996, et a consacré un titre complet (Titre II) aux droits et libertés publiques, stipulant que : « *L'homme et la femme jouissent, à égalité, des droits et libertés à caractère civil, politique, économique, social, culturel et environnemental, énoncés dans le présent Titre et dans les autres dispositions de la Constitution, ainsi que dans les conventions et pactes internationaux dûment ratifiés par le Maroc et ce, dans le respect des dispositions de la constitution, des constantes du Royaume et de ses lois* ». L'article 26 précise que : « *les libertés de pensée, d'opinion et d'expression sous toutes leurs formes sont garanties.*

Les libertés de création, de publication et d'expression en matière littéraire et de recherche scientifique et technique sont garanties ».

C'est une sorte de reconnaissance de la liberté d'expression et d'opinion dans l'espace public, sachant qu'il est nécessaire de faire une révision du décret sur les rassemblements publics. Ce dernier comporte, depuis 1958, les mêmes règles et procédures administratives lors de l'octroi du droit d'accéder à l'espace public, avec une forte préoccupation sécuritaire.

• **Conventions internationales:**

Le Maroc a ratifié une série de conventions internationales pour le respect des droits de l'Homme, en particulier les droits civils et politiques. Parmi ces conventions, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui stipule dans son chapitre 19 que *« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».*

En référence aux conventions internationales qui prévoient le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que l'accès à l'espace public pour le rassemblement pacifique sous toutes ses formes, le Maroc a ratifié le 3 mai 1979, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques : *« Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui ».*

Le Maroc s'est donc engagé à respecter l'application et la ratification du premier

protocole facultatif de ce Pacte international relatif aux droits civils et politiques (16 décembre 1966), un an après la promulgation de la nouvelle Constitution par le Conseil des ministres le 12 novembre 2012. Ce Pacte accorde le droit aux individus de soumettre des plaintes auprès du Comité des droits de l'Homme relatif à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour tout manquement dans la mise en œuvre des droits civils et politiques. Le 3 mai 1979, le Maroc a également ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui stipule, dans son troisième article, que *« les Etats membres du présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal qu'ont l'homme et la femme au bénéfice de tous les droits économiques, sociaux et culturels qui sont énumérés dans le présent Pacte ».*

Ainsi que l'article 15 qui stipule que :

- « 1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent à chacun le droit:
 - a) De participer à la vie culturelle;
 - b) De bénéficier du progrès scientifique et de ses applications;
 - c) De bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.
2. Les mesures que les Etats parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre celles qui sont nécessaires pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture.
3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté indispensable à la recherche scientifique et aux activités créatrices.
4. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent les bienfaits qui doivent résulter de l'encouragement et du développement de

la coopération et des contacts internationaux dans le domaine de la science et de la culture»

Dans ce contexte, il convient de noter que le Maroc n'a pas encore ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (10 décembre 2008), selon lequel des communiqués peuvent être déposés par ou au nom d'individus ou de groupe d'individus relevant de la juridiction d'un Etat partie, et affirmant être victimes d'une violation par cet Etat partie d'un des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte.

Le troisième article du dahir n ° 1.58.377 relatif aux rassemblements publics stipule que « *les réunions des associations et groupements légalement constitués ayant un objet spécifiquement culturel, artistique ou sportif ainsi que les réunions des associations et des œuvres d'assistance ou de bienfaisance, sont dispensées de la déclaration préalable prévue au premier alinéa du présent article* ».

Le reste de la loi ne prévoit pas une exception concernant les activités culturelles et artistiques. Ainsi l'interprétation reste entre les mains des autorités administratives qui demandent, voire exigent une autorisation préalable, contrairement à cette même loi.

• Harcèlement sexuel dans l'espace public :

Le législateur a pris des dispositions relatives au harcèlement sexuel dans le cadre de la loi N°13.103 concernant la violence contre les femmes et a prévu son incrimination.

L'article 503-1-1 stipule qu' « *est considérée comme coupable de harcèlement sexuel et puni d'emprisonnement d'un à six mois et/ou d'une amende de deux mille à dix mille dirhams, toute personne persistant à harceler des tiers dans les cas suivants :*
1-Actes, déclarations, signaux de nature sexuelle dans les espaces publics.
2-Correspondances écrites, téléphoniques ou électroniques, enregistrements ou photos à caractère sexuel ou pour des raisons sexuelles.
3-La pénalité sera doublée si le coupable d'harcèlement sexuel est un collègue de travail ou une des personnes en charge du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les espaces publics ou autres ».

• Minorités et espace public :

La loi étant générale, le cadre juridique sur l'espace public doit également être appliqué aux minorités notamment aux migrants originaires d'Afrique subsaharienne.

Or, selon les experts du domaine, il est nécessaire de sortir une loi spécifique pour la pénalisation de la discrimination raciale dont souffrent ces minorités.

Après l'enregistrement de nombreux cas de discrimination raciale envers cette minorité, notamment dans l'espace public, la première chambre du Parlement (Chambre des représentants) a déjà reçu, dans le gouvernement Benkirane, une proposition de loi à cet égard. Cependant les représentants de la majorité ont voté, maintenant ainsi le vide juridique sur la question de la discrimination raciale.

CAS DE CENSURE et/ou DE VIOLATION DE LIBERTÉ dans L'ESPACE PUBLIC AU MAROC (2011-2016)

Nom	PIÈCE DE THÉÂTRE DE RUE « B7AL B7AL » (TOUS ÉGAUX)
Dates	Du 13 juin au 1er octobre 2015
Lieu	Place Bab Lhad - Rabat/ Place des Nations - Tanger/Place Bab Boujloud - Fès/ Place la Corniche - Nador
La description de l'infraction	<p>La pièce « B7Al B7Al » a été conçue dans le cadre du projet Mix City, en partenariat avec l'Association Racines, le Théâtre de l'Opprimé Casablanca et The Minority Globe. La pièce a réuni 5 comédiens marocains et 5 subsahariens.</p> <p>Une tournée nationale a été lancée au début du mois de juin 2015. Une avant-première a été jouée aux Anciens Abattoirs et une seconde sur la place des Nations Unies à Casablanca.</p> <p>Le weekend du 4 et 5 juillet 2015, deux représentations de la pièce ont été interdites à Tanger. Et ce, après l'installation de la scène et des décors sur la place des Nations. L'interdiction a eu lieu 15 minutes avant le lancement du spectacle prévu à 22h. Les autorités se sont opposées et ont empêché le démarrage de la pièce. La même chose s'est reproduite le lendemain; le spectacle a été interdit sur la place de la corniche à Tanger.</p> <p>Le 1er août, l'équipe et les comédiens ont fait le voyage pour les deux représentations de B7al B7al à Fès. Même mode opératoire. Les autorités locales ont interdit la performance 15 minutes avant son lancement.</p> <p>La date suivante a été prévue à Nador, le 17 août 2015, et n'a pas eu lieu. Les autorités ont informé les organisateurs 10 jours avant le spectacle que la pièce était interdite au niveau national.</p> <p>Les organisateurs et leurs partenaires régionaux soumettaient des demandes d'autorisation avant le jour J, dans les délais prescrits par la loi.</p>

Motif potentiel	Plusieurs motifs ont été avancés à chaque fois. A Rabat, les autorités (la Wilaya de Rabat) ont refusé la demande d'autorisation, en expliquant qu'elle était « hors délais ». A Tanger, le Caid de la commune a affirmé que la décision de l'interdiction venait « d'en haut ». A Fès, le Caid a expliqué que toute activité dans l'espace public est interdite à cause de la campagne électorale. Et à Nador, les autorités ont informé les organisateurs qu'il était inutile de se déplacer à Nador, la pièce B7al B7al étant interdite au niveau national.
Résumé du résultat final	Les organisateurs ont décidé de mettre en attente le projet et de diffuser l'information aux ministères concernés (culture, migration et intérieur) via des lettres personnalisées et d'informer les médias et l'opinion publique à travers les communiqués de presse et en organisant une conférence de presse à Casablanca. En septembre 2015, les organisateurs ont été sollicités par le Ministère des Marocains Résidants à l'Étranger et des affaires de la migration pour trouver un compromis afin de dépasser cette interdiction. Ceci a permis de reprendre la tournée à nouveau, le 3 octobre 2015 à Rabat, et ensuite à Nador, Agadir, Casablanca, Mohammed et Salé.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rfi.fr 18/08/2015 Maroc: «Bhal-Bhal» subit des interdictions successives <i>Sara Doublier</i> ▶ Elmundo.es 07/08/2015 Teatro callejero contra el racismo <i>Rebeca Hortigüela</i> ▶ Arabc.org 07/2015 المغرب: منع عرض مسرحية «بجال بجال» في المغرب للمرة الثانية ▶ Ara.reuters 05/08/2015 منع عرض مسرحية عن معاناة المهاجرين الإفارقة في المغرب ▶ Febrayer.com 05/08/2015 مخلص.. العام ما زينش وليس لأن الملك أعلن عن سياسة جديدة للمهاجرين ستختفي «الحكرة» ▶ Yabiladi.com 03/08/2015 Une pièce de théâtre sur les Subsahariens au Maroc victime d'une série d'interdictions <i>Mohammed Jaabouk</i> ▶ Alyaoum24.com 03/08/2015 آمال أبو العلاء السلطات تمنع عرض مسرحية عن المهاجرين الأفارقة في الرباط وطنجة وفاس ▶ Artsfreedom.org 03/08/2015 Morocco: Continued harrasment and banning of performances ▶ Telquel.ma 03/08/2015 La représentation de la pièce de théâtre «B7al B7al» interdite à Fès <i>Soufiane Sbiti</i> ▶ Tanja7.com 06/07/2015 سلطات طنجة تمنع «بجال بجال» بسبب المهاجرين ▶ Babelmed.net Interdiction des deux représentations de «b7al b7al» à Tanger! ▶ Libe.ma 08/07/2015 Les Subsahariens empêchés de faire du théâtre à Tanger <i>Hassan Bentaleb</i> ▶ Telquel.ma 06/07/2015 A Tanger, une pièce de théâtre avec des Subsahariens interdite <i>Pauline Chambost</i> ▶ Huffpostmaghreb.com Théâtre de rue: Faute d'autorisation, la pièce «B7al B7al» sur les migrants n'aura finalement pas lieu ce samedi à Rabat 13/06/2015 <i>Anaïs Lefébure</i>

Nom	6ÈME ÉDITION DU « FESTIVAL DROUBNA »
Dates	26 novembre 2015
Lieu	Place Massira - Khouribga
La description de l'infraction	Droubna est un festival de rap organisé par l'association Droubna à Khouribga. La 6ème édition a été interrompue par la conseillère municipale de la ville (députée du Parti de la Justice et du Développement <i>PJD</i>). Cette dernière a envoyé un bulldozer à la place Massira, pour démolir la scène en cas de refus de démontage. Elle a avancé comme prétexte que cette manifestation n'avait pas eu l'aval des autorités locales, alors que les organisateurs avaient déposé une demande d'autorisation auprès des services du conseil municipal le 17 novembre 2015, à plus d'une semaine du festival, prévu pour le 26 novembre 2015. De plus, un accord oral a été donné par le pacha et le gouverneur de la place Massira pour son exploitation lors du festival.
Motif potentiel	La raison de l'intervention des autorités était l'absence d'un document écrit mentionnant que la demande avait été acceptée pour l'exploitation de la place Massira et que l'accusé de réception de la demande n'était pas suffisant, et encore moins l'accord oral du pacha et du gouverneur.
Résumé du résultat final	Finalement, le festival a été maintenu, et les organisateurs ont obtenu l'autorisation du conseil municipal sous la pression du préfet et du pacha. Ils ont dû changer de lieu du festival à la place Moulay Youssef.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ► Libe.ma 30/11/2015 A Khouribga, le conseil municipal islamiste détruit la scène d'un festival de rap <i>Narjis Rerhaye</i> ► Medias24.com 1/12/2015 Interdiction d'un festival de musique à Khouribga: les versions des deux parties <i>Mohammed Berrahou</i> ► Le360.ma 27/11/2015 khouribga: une députée du pjd utilise un bulldozer pour interdire un festival de rap <i>Khalil Ibrahim</i> ► Khouribga24.com 26/11/2015 برلمانية تمنع إقامة منصة مهرجان "دروبا" الفني بخريكة ► Yennayri.com 27/11/2015 مسؤولة حزبية بالعدالة والتنمية تقود تراكس لهدم منصة مهرجان فني بخريكة ► Alakhbar.press.ma 27/11/2015 برلمانية من "البيجدي" تستعين بجرافة لمنع مهرجان "الراب" بخريكة ► Marocbuzz.com khouribga : un bulldozer pour déplacer un festival de musique ► Khouribga7.com منع منصة مهرجان "دروبا" والشباب يناشدون العامل بالتدخل

Nom	LES « MINI-JUPES » D'INZEGANE
Dates	14 juin 2015
Lieu	Le souk d'Inzegane
La description de l'infraction	Au sud d'Agadir et plus précisément dans la ville d'Inzegane, deux jeunes marocaines âgées de 20 ans faisaient leurs courses au souk. Elles se sont faites interpeller par un commerçant qui a jugé que leurs jupes étaient trop courtes et qu'elles portaient atteinte à la pudeur. Quelques instants plus tard, une foule en colère a encerclé les deux jeunes filles. Ceci dit, craignant pour leur sécurité, elles se sont réfugiées dans une boutique, en attendant l'arrivée de la police. Or, une fois sur place, les autorités ont donné raison à la foule. Les filles ont ainsi été embarquées au poste de police où elles ont passé la nuit avant d'être déférées devant le procureur du Roi.
Motif potentiel	La police et le procureur du Roi ont reproché aux deux jeunes femmes que leurs tenues « portaient atteinte aux bonnes mœurs ».
Résumé du résultat final	Le Tribunal de première instance d'Inzegane a prononcé le 13 juillet 2015, un jugement innocentant totalement Sanaa et Siham. Et cela, après que l'affaire ait été relayée par plusieurs médias nationaux et internationaux et que plusieurs manifestant(e)s sont descendu(e)s dans la rue pour faire des sit-in en solidarité avec les deux filles, et pour dénoncer cette atteinte aux libertés individuelles.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ► lci.fr 26/06/2015 Au maroc, deux étudiantes risquent la prison pour des jupes jugées trop courtes ► Huffpostmaghreb.com 13/07/2015 Les deux filles d'Inzegane relaxées <i>Youssef Roudaby</i> ► Telquel.ma 13/07/2015 Les « filles d'Inzegane » innocentées <i>Thomas Savage, Tarek Bouraque</i> ► Yabiladi.com 27/06/2015 Maroc: Sit-in de solidarité en mini-jupes avec les deux filles d'Inzegane ► Panorapost.com 13/07/2015 Affaire de la jupe : Les deux jeunes filles d'Inzegane acquittées ► Jeuneafrique.com 25/06/2015 Deux Marocaines poursuivies en raison de leurs robes jugées trop courtes <i>Majda Abdellah</i> ► Fr.le360.ma 30/06/2015 L'affaire des jupes d'Inzegane dénonce les islamistes <i>Fahd Iraqi</i> ► Huffingtonpost.fr 24/06/2015 Maroc: deux femmes agressées parce qu'elles portaient des robes risquent la prison <i>Youssef Roudaby</i> ► Medias24.com 26/06/2015 L'avocat des jeunes filles d'Inzegane conteste les faits et la procédure <i>Amine Belghazi</i> ► Francais.rt.com 06/07/2015 Maroc, deux femmes accusées de porter des jupes trop courtes devant un tribunal

Nom	FESTIVAL "RÉSISTANCE ET ALTERNATIVES" 2014 (FRA)
Dates	Du 20 au 23 février 2014
Lieu	Fabrique Culturelle des Anciens abattoirs de Casablanca
La description de l'infraction	Les organisateurs du festival Résistance & Alternatives ont été interdits d'accès aux anciens abattoirs de Casablanca. Les portes de cet espace culturel, dédié aux arts urbains et contemporains, sont resté fermées au nez des acteurs qui font vivre l'unique fabrique culturelle au Maroc. Les autorités ont expliqué qu'ils avaient besoin d'une autorisation de la ville de Casablanca. Il faut noter que plusieurs manifestations ont eu lieu avant cette date dans le même espace, et que les autorités n'ont pourtant jamais réclamé d'autorisation auprès des organisateurs.
Motif potentiel	Les autorités auraient interdit l'accès aux anciens abattoirs, car les jeunes fondateurs du festival étaient membres du mouvement 20 février. Les organisateurs du FRA empruntent désormais un canal d'expression moins politisé, mais bien plus citoyen.
Résumé du résultat final	Le Festival de Résistance & Alternatives a eu lieu dans différents lieux de la capitale économique Casablanca : Boultek (Centre des musiques actuelles), siège des partis politiques (gauche) : U.S.F.P et P.S.U.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Telquel.ma 01/03/2014 L'art de la censure <i>Fahd Iraqi</i> ▶ Page Facebook : Festival de Résistance et d'Alternatives 19/02/2014 Communiqué de presse ▶ H24info.ma 17/02/2014 le festival resistance et alternatives maintenu

Nom	9ÈME RENCONTRE : L'FELSSAFA F ZEN9A (LA PHILO DANS LA RUE)
Dates	21 septembre 2013
Lieu	Parc Cervantes - Rabat
La description de l'infraction	L'UECSE (Union des Etudiants pour le Changement du Système Educatif) est une association qui défend le droit à une éducation publique, gratuite et émancipatrice pour tous. Les membres de cette association ont eu l'habitude d'organiser des universités populaires de philosophie dans l'espace public, dans différentes villes. Le samedi 21 septembre 2013, le groupe devait discuter le thème de « l'amour » au jardin public devant l'institut Cervantes de Rabat. Ces jeunes se sont retrouvés encerclés par les forces de l'ordre, et le pacha avait pour mission d'interdire leur rencontre et de les disperser.
Motif potentiel	Aucun motif concret n'a été avancé sur le communiqué de presse de l'UECSE sur la raison effective de l'interdiction.

Résumé du résultat final	<p>Finally, the young people left the places, under the pressure and insults of the forces of order who threatened to take their mobile phones. The meeting was postponed to the following week, on 28 September 2013 on the same theme of « love » and at the same place: Cervantes park. The case was discussed in parliament one week after the ban.</p>
Sources	<p>► Uecse 28/09/2013 «الفلسفة فالزنتقة تجمع» للمساعدة لتشيتت تجمع ► Uecse 21/09/2013 بيان حول منع نشاطات الفلسفة فالزنتقة ► H24info.ma 13/11/2013 L'interdiction d'une heure de lecture au parlement ► H24info.ma 27/09/2013 Agenda: l'elssafa f zen9a, le retour après la censure <i>Kaouthar Oudrhiri</i> ► Maghress.com 29/09/2013 القوات العمومية تستعمل كلاما 'نايبيا' لمنع شباب من الحديث عن 'الحب' في فضاء عمومي ► Marocpress.com 29/09/2013 القوات العمومية تستعمل كلاما 'نايبيا' لمنع شباب من الحديث عن 'الحب' في فضاء عمومي</p>

Nom	11ÈME RENCONTRE « UNE HEURE DE LECTURE »
Dates	3 novembre 2013
Lieu	Place Mohammed V - Casablanca
La description de l'infraction	<p>The Club Conscience Etudiantine (CCE) of the Faculty of Sciences of Casablanca, organizes regularly meetings in the public space around the book and the reading titled « One hour of reading ». As usual, the young students met at the Mohammed V square (pigeon square) to discuss sexual harassment in the framework of their 11th meeting « One hour of reading ». They were confronted with the auxiliary forces who had taken the Mohammed V square, before the opening of the meeting scheduled for 15h. The representative of the local authorities « Lamqadam » explained to the organizers that they did not have the right to meet as they did not have an authorization, and in case of resistance, the forces of order would intervene.</p>
Motif potentiel	<p>The absence of authorization was the argument for the intervention of the forces of order, knowing that the CCE had already organized ten meetings « One hour of reading » in different public places in Casablanca (garden of the Arab League, Mohammed V square, Ain Diab beach, etc) without obtaining any administrative authorization.</p>
Résumé du résultat final	<p>After the ban, the young people, who had brought sweets to give to the participants of the meeting, offered them to the agents of the auxiliary forces before leaving the Mohammed V square. After this incident, the young people of the CCE returned two weeks later to organize the meeting « One hour of reading » at the same place « Mohammed V » without presenting an authorization and without being banned.</p>
Sources	<p>► H24info.ma 06/11/2013 «Une heure de lecture» interdite à Casablanca <i>Kaouthar Oudrhiri</i> ► Elfassikile.tn 06/11/2013 Maroc : Quand la police interdit la lecture dans les espaces publics <i>Seif Eddine Akkari</i></p>

Nom	LE BAISER DE NADOR
Dates	4 octobre 2013
Lieu	Devant un collège à Nador
La description de l'infraction	<p>Un couple d'adolescents âgés de 14 et 15 ans a été pris en photo par leur ami en train de s'embrasser devant leur collègue. La photo a été publiée sur Facebook. Par la suite, une organisation locale alertée par les parents d'élèves a porté plainte auprès du procureur général, pour deux accusations majeures : «atteinte grave à l'éducation et à la culture marocaines» et «atteinte aux sentiments des citoyens».</p> <p>Le 4 octobre, Raja, Mouhssine et Oussama ont été arrêtés et placés dans centre de détention pour mineurs pendant trois jours avant d'être relâchés le 7 octobre 2013.</p>
Motif potentiel	Officiellement, les deux jeunes garçons et la fille ont été poursuivis pour «atteinte à la pudeur publique», vu que la photo a été prise dans l'espace public (devant leur collège à Nador).
Résumé du résultat final	L'arrestation des trois jeunes a suscité un grand débat et une mobilisation sur les réseaux sociaux, au Maroc et à l'étranger. Plusieurs internautes ont publié des photos de couples en train de s'embrasser en solidarité avec les jeunes. Un « Kiss-in » a été organisé à Rabat le 12 octobre 2013 par une quarantaine de personnes en soutien à ces jeunes. Finalement, le couple de Nador et leur ami ont été remis en liberté le lundi 7 octobre 2013.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ► Lefigaro.fr 11/10/2013 Des adolescents marocains devant le tribunal pour un baiser <i>Anne-Claude Martin</i> ► Lenouvelliste.ch 22/11/2013 Jugement le 6 décembre pour le «baiser de Nador» au Maroc ► Europe1.fr 08/10/2013 Le «baiser de Nador» enflamme le web marocain ► Rfi.fr 24/11/2013 L'affaire du «baiser de Nador» : retour sur un petit drame provincial <i>Léonard Vincent</i> ► France24.com 05/10/2013 Maroc : deux adolescents arrêtés pour une photo de baiser sur Facebook ► France24.com 07/12/2013 Baiser de Nador : les trois adolescents marocains poursuivis ont été acquittés ► Huffingtonpost.fr 07/10/2013 Facebook: au Maroc, le couple d'adolescents arrêtés pour un baiser libéré avant le procès ► Huffingtonpost.fr 06/12/2013 Maroc: les ados qui avaient posté sur Facebook la photo d'un baiser ont été acquittés ► Slateafrique.com 14/10/2013 Affaire du baiser de Nador: Mais pourquoi ça les gêne qu'ils se roulent des pelles?

Nom	PROJECTION D'UN FILM DOCUMENTAIRE SUR LA CORRUPTION
Dates	21 septembre 2013
Lieu	Place Moulay Hassan Rabat
La description de l'infraction	<p>Dans le cadre des activités de l'association Transparency Maroc, la projection d'un film documentaire traitant de la question de la corruption au Maroc, en Egypte, en Palestine et au Yémen a été programmée pour la clôture d'un atelier avec des jeunes participants des quatre pays. Cette projection censée être diffusée en plein air sur la place Moulay Hassan à Rabat, le 21 septembre 2013 n'a pas eu lieu.</p> <p>L'association marocaine pour la lutte contre la corruption avait déposé une demande d'autorisation auprès de la Wilaya de Rabat le 10 septembre 2013. A la veille de la projection, soit le 20 septembre 2013, les services de la Wilaya chargés du dossier ont informé verbalement (par téléphone) Transparency Maroc que leur activité était interdite.</p> <p>A noter, que le tournage du film documentaire a eu lieu au Maroc en avril 2013, avec l'autorisation du Centre Cinématographique Marocain (CCM). De plus, que l'autorisation du CCM a été déposée avec le dossier auprès de la Wilaya de Rabat le 10 septembre 2013.</p>
Motif potentiel	Aucun motif n'a été avancé par les autorités locales de Rabat à propos de l'interdiction de la projection du film documentaire, et ce malgré l'insistance du bureau exécutif de l'association.
Résumé du résultat final	La projection n'a jamais eu lieu sur la place Moulay Hassan à Rabat. L'association marocaine pour la lutte contre la corruption a finalement diffusé un communiqué de presse, le 26 septembre 2013 pour informer l'opinion publique de cette censure.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ► Transparencymaroc.ma 23/09/2013 Communiqué ► Aujourdhui.ma 27/09/2013 Transparency Maroc en colère contre la Wilaya de Rabat ► Maghress.com 28/09/2016 Rabat : interdiction «arbitraire» de la projection publique d'un film contre la corruption ► Maghress.com 26/09/2013 ولاية الرباط تمنع عرض شريط وثائقي حول الفساد ► Alifpost.com 26/09/2013 منظمة ترانسيرانسي تؤكد ان ولاية الرباط منعتها من عرض فيلم وثائقي حول الفساد

TÉMOIGNAGES

• Meryem **JAZOULI**, chorégraphe
(Casablanca - Maroc)

La sphère publique représente tous les espaces communs hors espace privé. J'avoue ne pas profiter de la sphère publique de façon très expansive et régulière par manque de temps et d'enthousiasme à me confronter à un environnement souvent de déambulation par manque d'activité et aussi parce que l'espace public tel qu'il est considéré aujourd'hui me paraît souvent hostile et pas vraiment bienveillant, surtout à l'égard des femmes. Aussi de par le fait qu'il ne soit pas vraiment aménagé, pensé pour les habitants, j'ai le sentiment que nous n'avons pas d'autre choix que de l'accepter dans l'état dans lequel il est, c'est à dire souvent sale et en mauvais état et que du coup nous le subissons plus que nous n'en profitons.

Pourtant dans le cadre de mes activités, il m'arrive souvent d'en user pour des expérimentations de performance, de répétition dans l'espace public. Souvent aussi pour des projets pensés et conçus pour avoir lieu dans la ville ou plus simplement pour des moments d'observation seule ou en groupe avec d'autres danseurs, l'observation étant nécessaire à notre pratique.

Lorsqu'il s'agit de moments «arrachés» pour des expériences dansées dans et pour l'espace public, je suis toujours agréablement surprise par l'accessibilité, la facilité et la réceptivité que nous pouvons observer.

Le public qui croise ces moments-là est curieux, attentif et respectueux et nous avons généralement même la possibilité de travailler

longuement sans être dérangés ou délogés par les autorités.

Par contre s'il s'agit d'investir l'espace public en bonne et due forme, là les choses se corsent et deviennent presque du domaine de l'impossible. Avoir une autorisation pour mettre en place une performance, un spectacle dans l'espace public relève du parcours du combattant en terme de démarches et nous oblige bien souvent à abandonner l'idée, malgré l'utilité, la nécessité même et les bienfaits de pouvoir utiliser l'espace public comme espace possible pour la culture, l'art ou encore d'autres formes.

A mon sens plus l'espace public appartiendra aux citoyens plus il y aura d'efforts dans le vivre ensemble et dans le respect. L'espace public est le meilleur endroit pour continuer à sensibiliser les citoyens sur des valeurs du respect de l'autre, du commun, de l'individu, sur des valeurs comme la tolérance et l'égalité.

Recommandations :

- Avoir une législation claire et propre au citoyen qui le protège, et lui donne la jouissance du vivre ensemble dans un environnement serein
- Encourager les artistes et acteurs culturels à investir l'espace public, en mettant en place des lois adaptées à leurs activités culturelles et artistiques
- Améliorer le cadre général de l'aménagement de l'espace public par la propreté de son environnement
- Ouvrir de manière plus large l'espace public pour la culture
- Favoriser un espace public propice contribuant à l'éducation de tous les CITOYENS.

• Reuben **ODOI**, artiste musicien
(Casablanca, Maroc/Ghana)

La sphère publique peut être principalement résumée en trois mots clés : genre, égalité et mixité.

Premièrement, et par rapport au genre, on remarque que les inégalités existent réellement ; plus particulièrement dans les espaces de loisirs. La question du genre se pose dans tous les domaines de la vie d'un individu : marché du travail, famille, couple, citoyenneté et loisirs. Elle fait partie de la construction identitaire de tout individu et traverse l'ensemble des classes sociales et problématiques humaines.

En effet, j'ai remarqué qu'au Maroc, les femmes sont souvent confrontées au harcèlement dans rue et à la violence. Mais malheureusement, personne ne dénonce ces actes, ni du côté des hommes ni de celui des femmes. Ce consentement collectif prend parfois la forme d'une résignation. La prise de responsabilité individuelle ne suffit pas pour que les femmes et les hommes puissent partager les espaces (politiques, publics, familiaux, de travail, etc.). Finalement, nous arrivons à la question de l'égalité, en se demandant si les femmes et les hommes agissent collectivement.

Pour la mixité, elle ne peut pas exister par un simple texte, c'est toute l'histoire et l'héritage patriarcal qu'il faut analyser. Il

faut une solution urbaine accessible pour modifier ce regard et surtout pour s'en émanciper. Il s'agit de créer une mixité active fondée sur les enjeux d'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Les humains changent, la ville aussi. La réalité sociale est différente aujourd'hui, il faut partir de cette base.

L'enjeu est de savoir comment s'approprier l'espace public d'une façon égalitaire. Peut-être en neutralisant les équipements et en qualifiant l'espace extérieur sous l'angle des pratiques sexuées stéréotypées. Lorsqu'on construit des terrains de boules, parc de jeux pour enfants, skateparks, etc., on contribue à rendre ces espaces sexués.

Recommandations :

- Concevoir, faire jouer et vivre ensemble filles et garçons dans un espace public (projet de société) serein, juste, démocratique et égalitaire.
- Donner une libre expression égalitaire aux femmes et aux hommes dans l'espace public.
- Mettre en place une gouvernance égalitaire appuyée par des projets de société.
- Travailler sur un réel projet politique, en couplant mixité et égalité pour déconstruire le système du genre dans les espaces publics.
- Mettre en question l'action politique et sociétale, et pas uniquement ramener la question des inégalités à des choix individuels.

• Sara **SOUJAR**, **activiste pour le genre**
(Rabat, Maroc)

L'espace public est à la fois un lieu de passage et de circulation, et un espace où les rituels d'interaction sont visibles et observables. On peut le considérer aussi comme un espace où se situe la vie relationnelle «publique» entre les personnes et les groupes, entre soi-même et l'environnement extérieur. Il est un strict objet social traduisant et codifiant des relations spatiales, porteur de normes, et aussi un relais idéologique qui définit les rapports sociaux entre individus, et entre les différents pouvoirs politiques, sécuritaires et socioculturels.

En tant que jeune femme étudiante, salariée et activiste dans le domaine de la lutte pour l'égalité, ma relation avec l'espace public est quotidienne, continue et en complémentarité avec mon espace privé. Ma présence en tant qu'individu et membre d'un groupe de jeunes filles actives luttant pour un accès libre et égalitaire des femmes à l'espace public. L'analyse et le suivi de ce dernier, sont en soi une revendication pour faire évoluer le processus de l'éradication de la discrimination, la violence sous toutes ses formes. Notre groupe a constaté que les rapports et les relations dans les espaces publics imposent les inégalités, les discriminations et l'insécurité. Il a évidemment souffert de la pression sociale autant que des individus/femmes : harcèlement sexuel, différents types de discrimination, mais aussi

de la violence des autorités étatiques. Notre expérience illustre cette répression, avec l'exemple suivant : « Les autorités locales de Bernoussi (Casablanca), nous ont interdit une activité culturelle qu'on voulait organiser dans la maison des jeunes de Bernoussi ».

Recommandations

- Soutenir le développement de la recherche et de l'expertise sur le croisement entre genre et développement territorial, et sur les discriminations multicitères.
- Créer des espaces publics dotés d'équipements destinés à renforcer la sécurité des femmes et des filles : éclairage public, aménagement paysager, visibilité, circulation motorisée, circulation piétonnière, mobilier urbain, recoins pouvant servir de cachettes, signalisation, personnel de sécurité, proximité d'autres espaces publics, proximité des services d'urgence et l'accès aux transports publics.
- Soutenir et développer les pratiques socialement innovantes.
- Développer la sensibilisation et la formation des acteurs locaux dans le milieu rural au phénomène des violences à l'égard des femmes et leur soutien financier.
- Garantir que le positionnement et les moyens des communes et régions s'intéressent et se focalisent sur les droits des femmes et leur permettre de retrouver la visibilité et la légitimité nécessaires à l'exercice de la politique de l'égalité femmes-hommes.
- Renforcement du débat public sur les questions d'égalité, démocratie et citoyenneté.

CONCLUSION

Au Maroc, à l'instar d'autres pays similaires de la région, l'espace public est un reflet de la situation socio-politique et culturelle du pays. Au Maroc, lorsqu'on se promène dans les rues, dans les villes, petites et grandes, ou les villages, on peut percevoir et identifier aisément les sensations qui s'en dégagent et l'atmosphère qui y règne. L'espace public est perçu soit comme la propriété de l'Etat, et il peut être vandalisé, soit comme la propriété de personne, et il est alors négligé et sali.

Les femmes n'y ont pas une place privilégiée : le harcèlement sexuel est quasi une règle générale, allant de l'agression verbale à la violence physique. Les « étrangers », en particulier les non-occidentaux (sub-sahariens, asiatiques...), sont souvent vus d'un mauvais œil et subissent des actes racistes. Les personnes à besoins spécifiques y circulent difficilement du fait de la rareté des équipements qui devraient leur être destinés au niveau des trottoirs, des places publiques, des parcs, des infrastructures urbaines, etc.

En outre, l'espace public marocain est monotone, et manque cruellement de créativité et de festivités. L'atmosphère qui y règne peut aller de l'ennui mortel à la tension et à la dangerosité, selon les régions ou les zones urbaines. Il est de surcroît contrôlé par les autorités administratives, gouvernementales ou municipales, et très souvent, y accéder relève du chemin de croix, que ce soit pour

des manifestations politiques, syndicales, associatives ou artistiques.

La campagne FADAE est partie de ce constat et œuvre pour atteindre un objectif prioritaire, à savoir que les citoyens et les citoyennes marocains, les résidents au Maroc, quels qu'ils soient (artistes, acteurs culturels, associations), puissent s'approprier l'espace public afin d'en faire un lieu d'expression libre et un lieu d'échange, de vivre-ensemble et de débat.

Ainsi, nous avons pensé FADAE en 3 phases :

- Une phase de sensibilisation du grand public à travers un spot vidéo très largement diffusé sur Internet
- Une phase de plaidoyer à travers une pétition nationale et une étude juridique agrémentée de cas concrets et de témoignages pour construire un plaidoyer argumenté auprès des instances législatives
- Une phase ultérieure de lobbying auprès des parlementaires, des élus, des journalistes, des acteurs de la société civile...qui utilisera les outils ci-dessus, et sans doute d'autres, pour créer un large groupe de soutien à tous les niveaux

Nous espérons que cette action permettra, à terme, d'arriver à une réforme juridique garantissant à toutes et tous l'accès à l'espace public et son "exploitation" en tant qu'outil de changement social et d'action culturelle, pour l'épanouissement de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

General Coordination

- Mehdi **AZDEM**

Legal framework

- Mohamed **SAMMOUNI**

Contributions

- Rahamim **BENHAIM**
- Dounia **BENSLIMANE**
- Adel **ESSAADANI**

Layout

- Sara **CHAKLI**

Revision

- Rajae **HAMMADI**
- Aïcha **NOURI**
- Quitterie **BERCHON**

Thanks

- Meryem **JAZOULI**
- Reuben **ODOI**
- Sara **SOUJAR**



30, rue Banafsaj, Résidence Berth 2 | 2ème étage N8, 20 140,
Mers Sultan Casablanca, Maroc
info@racines.ma | +212 522 47 63 35
racines.ma | artmap.ma | pratiquesculturelles.ma

Racines is a Moroccan non-profit organization that seeks to promote culture as an influential factor of human, social and economic development. **Racines** was created out of the will of Moroccan cultural actors who are convinced that African countries share similar issues in the cultural domain: weak implication of the government in terms of cultural policies, non-recognition of culture as a human right, weak creative industries, non-protection of artists rights, insufficient offers of educational programs in cultural professions. This is problematic, since culture is indispensable for social cohesion and development.

.....
«**FADAE**» is a project implemented by Racines and is a part of the «Drama, Diversity and Development in the MENA region» program, funded by the European Union, and implemented by Minority Rights Group International, Civic Forum Institute Palestine, Andalus Institute for Tolerance and Anti-Violence Studies and Prince Claus Fund for Culture and Development.

This report has been produced by Racines with the assistance of the European Union. The contents of this report are the sole responsibility of Racines and can in no way be taken to reflect the views of the European Union.

Funded by :



Implemented by



Introduction	28
The legal framework of public space in Morocco	30
• The political and social context.....	30
• The "Moroccan spring".....	30
• The Constitution.....	30
• International conventions.....	31
• Sexual harassment in public space.....	32
• Minorities and public space.....	32
Censorship and/or violation of freedom cases in public space in Morocco (2011-2016).....	33
• Street theater « B7al B7al » (2015).....	33
• Droubna festival (2015).....	34
• The "mini-skirts" of Inezegane (2015).....	35
• "Résistance et Alternatives" festival (2014).....	36
• L'fssafa f zen9a (Philosophy in the street) (2013).....	37
• Une heure de lecture (An hour of reading) (2013).....	37
• The Nador kiss (2013).....	38
• Screening of a documentary film about corruption (2013)	39
Testimonies.....	41
• Meryem Jazouli (Choreographer).....	41
• Sara Soujar (Activist for gender equality).....	42
• Reuben Odoi (Musician).....	43
Conclusion.....	44

Introduction : **PUBLIC SPACE,** **or the process towards** **democracy**

One of the main principles of Racines is reaching out to people. Racines does not only invite people to conferences or closed places. We firmly believe that we can reach out to people through public space.

Public space is an intermediary between civil society and the government. It is a place of democratic functioning. It has become its measure and criterion. Access to public space is fundamental for the powerful urbanization that is happening all around the country. It is linked to the irruption of diverse expression tools during the last ten years (newspapers, magazines, private radios, surveys, online newspapers...). Public space is nourished by people's circulation and ideas. It is the main focus of the democratic living, along with assembling various opinions and social demands. It is also an area of confrontation when the authorities hinder its access.

The need for meetings and using public spaces emerges and becomes self-evident as the city and society thrive and become more complex. Thus, it becomes a right for access and participation because, firstly, public space should be accessible to all the citizens. It is defined by its accessibility and the shaping of the city brings up its purpose (the places, the city center and the boulevards). Accessibility also means the freedom of movement, resulting from the spontaneity of people that

use it in order to meet and fulfill their social urges.

In fact, access to public space becomes a consecration of the democratic life of citizens, because they reclaim their city, they go out and discover new things that are not happening in their urban closed environment, streets and neighborhoods. They also reach out to other people in order to express and claim their participation in the life of the country. They take up public spaces to legitimize their participation.

We all have a memory of an older brother, a father or an uncle who talks about a certain boulevard where a certain protest happened once. In every city, we can recreate a political geography based on people's mobilization, gatherings, meetings and protests. It is the cartography of our collective action with paths that are dedicated to it. Spreading people's political expressions in places in the city enables the citizens to appropriate public space, regardless of all the aesthetics. Thus, public space is a subjective challenge reflecting the political desires of people. However, it might become an objective challenge when physical confrontations with the authorities occur during the occupation or the use of it.

Therefore, public space is a place for individuals able to learn, share and build their opinions without accepting the status quo.

Public space is made for those who accept the exchange of ideas and debate, those who are implicitly aware of the limits of physical confrontation. Public space contributes to the elaboration of points of views regardless of conformist speeches of the parties and the authorities.

Public space produces the democratic legitimacy through the recognition and the consideration of other individuals. It expresses the emancipation that is the key for individual liberty, allowing individuals to publicly express what they are, what they think and what they want to be. It expresses a democratic movement.

It is especially a symbolic space. Its structure is linked to values that people defend. It is a matter of debates and confrontations. Public space symbolizes the reality of a work of democracy in progress. It becomes a place of conflicting expression, of opinions and interests. It is a political medium that links anonymous citizens. Public space produces what is crucial for the survival of the country: Making people feel that they are really involved in the politics of the country. Thus, it becomes a place of democratic construction that allows the living together of all the components of society, because it alleviates their differences through freedom of expression ■

The legal framework of **PUBLIC SPACE IN MOROCCO**

• **Political and social context:**

The conflict around the access to public space is linked to the conflict during the time of "the country of Makhzen" and "the country Siba ", during which public space was managed by citizens in "the country of Siba" (anarchy), unlike in the "country of Makhzen", where public space was governed by the authorities (Mounia Bennani Chraïbi during the opening conference of the 4th edition of «Rencontres d'Averroès», March 2016).

Subsequently, the traditional government took control over public space in Morocco, and managed it in line with its securitarian regime, thus becoming managed by the central government. Public space remained subject to the logic of security during the protectorate, until the establishment of a group of decrees published in 1958, two years after the independence of Morocco. Amongst those "Decrees related to civil liberties", there is a decree regarding public gatherings that is still in use after being subject to some adjustments.

• **The Moroccan spring:**

In 2011, a group of youth protested in the streets against the prohibition of access to public space. Manifestations were happening in other countries of the region too. Youth also advocated to surpassing the law managing public gatherings. They proceeded through the organization of peaceful protests through which they pleaded for democracy,

constitutional change and political and institutional reforms.

This movement was mainly advocating for political reforms.

The «Moroccan spring» allowed citizens to appropriate public space through the organization of sit-ins and protests.

Public space was finally re-appropriated by a protest group proceeding through creative expression tools. This protest movement was imposed on the political power, and led to a royal speech on March 9th, 2011, announcing a political and constitutional reform, and leading to the constitutional reform of 2011. The new constitution contains an entire chapter on rights and freedoms, including the right to expression in public space.

• **The Constitution:**

The 2011 Moroccan constitution evaluated all the chapters of the 1996 constitution, and dedicated a title (Title II) to fundamental freedoms and rights, which states: "*The man and the woman enjoy, in equality, the rights and freedoms of civil, political, economic, social, cultural and environmental character, enounced in this Title and in the other provisions of the Constitution, as well as in the international conventions and pacts duly ratified by Morocco and this, with respect for the provisions of the Constitution, of the constants practices of the Kingdom and of its laws.*"

It also provides in Article 26: "*The public*

powers lend, by appropriate measures, their support to the development of cultural and artistic creation, and of scientific and technical research."

This implies that the government recognizes the right to freedom of expression and opinion in public space, considering the necessity of revising the decree on public gatherings. This decree contains, since 1958, the same laws and administrative procedures that consider security as the major priority when it comes to the right to accessing public space.

• **International conventions:**

Morocco ratified a series of international conventions providing the respect of human rights, especially civil and political rights. It includes the Universal Declaration of Human Rights, which states in Article 19: *"Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers."*

Referring to international conventions that guarantee freedom of opinion and expression, as well as access to public space for pacific gatherings, Morocco ratified, on May 3rd, 1979, the International Covenant on Civil and Political Rights: *« Everyone shall have the right to freedom of association with others. No restrictions may be placed on the exercise of this right other than those which are prescribed by law and which are necessary in a democratic society in the interests of national security or public safety, public order, the protection of public health or morals or the protection of the rights and freedoms of others.»*

Thus, a year after the promulgation of the new constitution by the ministerial council (November 12th, 2012), Morocco committed to respect the application of this article,

along with the ratification of its first optional protocol relating to the International Covenant on Political and Civil rights (December 16th, 1966). This protocol guarantees to citizens the right to submit complaints to the Human rights committee of the United Nations' general assembly, for any failure of the implementation of civil and political rights mentioned in the International Covenant. Morocco also ratified the International Covenant on Economic, Social and Cultural rights on May 3rd, 1979. Its 3rd article states : *" The States Parties to the present Covenant undertake to ensure the equal right of men and women to the enjoyment of all economic, social and cultural rights set forth in the present Covenant"*.

Thus, Article 15 of the Covenant states that: *" 1. The States Parties to the present Covenant recognize the right of everyone:*

- (a) To take part in cultural life;*
 - (b) To enjoy the benefits of scientific progress and its applications;*
 - (c) To benefit from the protection of the moral and material interests resulting from any scientific, literary or artistic production of which he is the author.*
- 2. The steps to be taken by the States Parties to the present Covenant to achieve the full realization of this right shall include those necessary for the conservation, the development and the diffusion of science and culture.*
 - 3. The States Parties to the present Covenant undertake to respect the freedom indispensable for scientific research and creative activity.*
 - 4. The States Parties to the present Covenant recognize the benefits to be derived from the encouragement and development of international contacts and co-operation in the scientific and cultural fields "*

In this context, it is worth considering that

Morocco did not ratify yet the optional protocole relating to the International Covenant on Economic, Social and Cultural rights (December 10th, 2008). This covenant provides : *"Communications may be submitted by or on behalf of individuals or groups of individuals, under the jurisdiction of a State Party, claiming to be victims of a violation of any of the economic, social and cultural rights set forth in the Covenant by that State Party "*.

The 3rd article of the Dahir law n°1.58.377 is related to public gatherings and states: *"Reunions, associations and gatherings that are legally constituted, and specifically treating culture, arts, sports, associations' reunions, assistance or charity, are exempt from prior declaration referred to in the first paragraph of this section"*. However, the rest of the law doesn't include an exception regarding cultural activities, particularly laws concerning manifestations in public space. Thus, the authorities still ask for authorizations during several manifestations, and sometimes demand a prior authorization, contrary to the requirements of the law.

• **Sexual harassment in public space:**

The legislature insists on introducing dispositions regarding sexual harassment in the law section n° 13.103 on violence against women. It criminalizes sexual harassment. Article 503-1-1 states that : *" Any person*

persistently harassing third parties in the following cases:

1- In public spaces, or otherwise, or acts and declarations of a sexual nature or signals for sexual purposes;

2- Through written correspondence, telephone or electrical, recordings / or photos of sexual nature or for sexual reasons.

3- The Penalty shall be doubled if the guilty party of sexual harassment is a co-worker or a person in charge of the maintenance of order and security in public or other areas is considered to be guilty of sexual harassment and punishable by imprisonment from one month to six months and a fine of two thousand dirhams to ten thousand dirhams or one of these two penalties."

• **Minorities and public space:**

Even though the law is general and abstract; the legal framework of public space is applied to minorities and migrants from sub-saharan Africa. However, according to many experts, it is necessary to come up with a specific law that criminalizes racial discrimination against these minorities, particularly sub-saharan migrants.

After recording many cases of discrimination in public space, it is to consider that the House of Representatives already received, in the government of *Benkirane*, a suggestion of law regarding this matter, but the majority voted against this suggestion. So far, this area remains without any legal coverage.

CENSORSHIP and/or VIOLATION OF FREEDOM CASES in PUBLIC SPACE IN MOROCCO (2011-2016)

Name	STREET THEATER « B7AL B7AL » (WE ARE ALL EQUAL)
Dates	13th June – 1st October 2015
Place	Place Bab Lhad - Rabat / Place des Nations - Tanger/Place Bab Boujloud - Fès/ Place la Corniche - Nador
Description of the violation	<p>The "B7al B7al" theater play was conceived as part of the project «Mix City», in partnership with Racines' association, "Théâtre de l'Opprimé Casablanca" and "The Minority Globe". The play united 5 moroccan and 5 sub-Saharan actors. A national tour was launched on June 2015. An exclusive premiere was organized at "Anciens Abattoirs de Casablanca", and a second one at "Place des Nations Unies" in Casablanca.</p> <p>On July 4th and 5th 2015, two presentations of the play were prohibited in Tangier after the installation of the technical settings and sceneries at "Place des Nations". This happened 15 minutes before starting the play, which was expected to start at 10 pm. The authorities came onsite and hindered the launching of the play.</p> <p>The same thing happened the day after; the show was prohibited at "Place de la Corniche" in Tangier.</p> <p>On August 1st, the team and the actors travelled to Fes for two presentations of "B7al B7al". Same as in Tangier, the play was prohibited by the authorities 15 minutes before the beginning of the show.</p> <p>The organizers were expecting to play the show in Nador on August 17th, 2015. It didn't take place because the authorities informed them 10 days earlier that the performance was prohibited on a national level.</p> <p>The organizers and their regional partners submitted authorization applications before the play, within the time limits prescribed by the law.</p>
Potential reason	<p>Many arguments were presented each time. In Rabat, the authorities (the Wilaya) refused to consider the application, they said that it "exceeded the deadline". In Tangier, the Caid of the commune said: "the decision of ban came from the top of the hierarchy". In Fes, the Caid explained that "all the activities on public space were prohibited, because of the electoral campaign". In Nador, the authorities informed the organizers that it was unnecessary to make the travel to Nador, and that the play was censored on the national level.</p>

<p>Summary of the final result</p>	<p>The organizers decided to put the project on hold. In the meantime, they informed the ministries in charge of the facts (Ministry of culture, of migration and of the interior) through personalized letters. They also informed the media and the public opinion through press releases and a press conference in Casablanca. On September 2015, the organizers solicited the Ministry of diaspora and Migration in order to find a common ground and go beyond this censorship. Thus, the tour was resumed on October 3rd, 2015 in Rabat, followed by Nador, Agadir, Casablanca, Mohammedia and Salé.</p>
<p>Sources</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rfi.fr 18/08/2015 Maroc: «Bhal-Bhal» subit des interdictions successives <i>Sara Doublie</i> ▶ Elmundo.es 07/08/2015 Teatro callejero contra el racismo <i>Rebeca Hortigüela</i> ▶ Arabcp.org 07/08/2015 المغرب: منع عرض مسرحية «بجال بجال» في المغرب للمرة الثانية ▶ Ara.reuters 05/08/2015 منع عرض مسرحية عن معاناة المهاجرين الأفارقة في المغرب ▶ Febrayer.com 05/08/2015 « ! مخلص.. العام ما زينش وليس لأن الملك أعلن عن سياسة جديدة للمهاجرين ستخفي الحركة ▶ Yabiladi.com 03/08/2015 Une pièce de théâtre sur les Subsahariens au Maroc victime d'une série d'interdictions <i>Mohammed Jaoubk</i> ▶ Alyaoum24.com 03/08/2015 السلطات تمنع عرض مسرحية عن المهاجرين الأفارقة في الرباط وطنجة وفاس <i>أمال أبو العلاء</i> ▶ Artsfreedom.org 03/08/2015 Morocco: Continued harrasment and banning of performances ▶ Telquel.ma 03/08/2015 La représentation de la pièce de théâtre «B7al B7al» interdite à Fès <i>Soufiane Sbiti</i> ▶ Tanja7.com 06/07/2015 سلطات طنجة تمنع «بجال بجال» بسبب المهاجرين ▶ Babelmed.net Interdiction des deux représentations de «b7al b7al» à Tanger! ▶ Libe.ma 08/07/2015 Les Subsahariens empêchés de faire du théâtre à Tanger <i>Hassan Bentaleb</i> ▶ Telquel.ma 06/07/2015 A Tanger, une pièce de théâtre avec des Subsahariens interdite <i>Pauline Chambost</i> ▶ Huffpostmaghreb.com Théâtre de rue: Faute d'autorisation, la pièce «B7al B7al» sur les migrants n'aura finalement pas lieu ce samedi à Rabat 13/06/2015 <i>Anais Lefébure</i>

<p>Name</p>	<p>6TH EDITION OF « DROUBNA FESTIVAL »</p>
<p>Dates</p>	<p>Novembre 26th, 2015</p>
<p>Place</p>	<p>"Place Massira – Khouribga"</p>
<p>Description of the violation</p>	<p>Droubna is a rap festival organized by Droubna association in Khouribga. The 6th edition was hindered by the city councilor (Deputee of the Party of Justice and Development). She ordered to have a bulldozer at "Place Massira", so to demolish the musical scene in case of resistance from the organizers, on the pretext that they didn't have a formal authorization about the manifestation from the local authorities. It is to consider that the organizers submitted an application to have the authorization from the city council's services a week from the opening of the festival (November 17th, 2015), that was expected to start on November 26th, 2015. Moreover, the Pacha and the governor of "Place Massira" gave a verbal agreement for the exploitation of the space in order to organize the festival.</p>

Potential reason	The authorities intervened because of the absence of a formal written document proving that the application for the authorization to exploit "Place Massira" was accepted. According to the authorities, the confirmation receipt and the verbal agreement of the governor and the Pacha weren't enough.
Summary of the final result	The festival was maintained, but the organizers had to change the place of the festival. It was finally held at "Place Moulay Youssef", while obtaining the authorization of the city council under the pressure of the Pacha and the prefect.
Sources	<p>► Libe.ma 30/11/2015 A Khouribga, le conseil municipal islamiste détruit la scène d'un festival de rap <i>Narjis Rerhaye</i></p> <p>► Medias24.com 1/12/2015 Interdiction d'un festival de musique à Khouribga: les versions des deux parties <i>Mohammed Berrahou</i></p> <p>► Le360.ma 27/11/2105 khouribga: une députée du pjd utilise un bulldozer pour interdire un festival de rap <i>Khalil Ibrahim</i></p> <p>► Khouribga24.com 26/11/2015 برلمانية تمنع إقامة منصة مهرجان "دروينا" الفني بخريبكة</p> <p>► Yennayri.com 27/11/2015 مسؤولة حزبية بالعدالة والتنمية تقود تراكس لهدم منصة مهرجان في بخريبكة</p> <p>► Alakhbar.press.ma 27/11/2015 برلمانية من "البيجدي" تستعين بجرافة لمنع مهرجان "الراب" بخريبكة</p> <p>► Marocbuzz.com khouribga : un bulldozer pour déplacer un festival de musique</p> <p>► Khouribga7.com منع منصة مهرجان "دروينا" والشباب يناشدون العامل بالتدخل</p>

Name	THE INZEGANE "MINI-SKIRTS"
Date	June 14th, 2015
Place	The market of Inzegane
Description of the violation	In the south of Agadir, precisely in Inzegane, two young moroccan women, aged 20, were making their purchases from the market of the city. They were approached by a merchant who thought their dresses were too short and not decent. Few minutes later, the two girls were surrounded by mad people. For security and safety matters, they hid in a shop and waited for the police to arrive. However, the police sided with the people and arrested the girls for a night in jail. The young women were brought before the royal prosecutor the day after.
Potential reason	The police and the royal prosecutor accused the two young women of wearing clothes that "undermine good morals".
Summary of the final result	The Court of First Instance of Inezgane pronounced a judgment of innocence towards Sanaa and Siham, on July 13th, 2015. The case was reported on the national and international media. Many protestors went on the street for a sit-in, to express their solidarity with the two girls and denounce this infringement of individual freedoms.

Sources	<p>► lci.fr 26/06/2015 Au maroc, deux étudiantes risquent la prison pour des jupes jugées trop courtes </p> <p>► Huffpostmaghreb.com 13/07/2015 Les deux filles d'Inezgane relaxées <i>Youssef Roudaby</i></p> <p>► Telquel.ma 13/07/2015 Les « filles d'Inezgane » innocentées <i>Thomas Savage, Tarek Bouraoua</i></p> <p>► Yabiladi.com 27/06/2015 Maroc: Sit-in de solidarité en mini-jupes avec les deux filles d'Inezgane </p> <p>► Panorapost.com 13/07/2015 Affaire de la jupe : Les deux jeunes filles d'Inezgane acquittées </p> <p>► Jeuneafrique.com 25/06/2015 Deux Marocaines poursuivies en raison de leurs robes jugées trop courtes <i>Majda Abdellah</i></p> <p>► Fr.le360.ma 30/06/2015 l'affaire des jupes d'inezgane dénude les islamistes <i>Fahd Iraqi</i></p> <p>► Huffingtonpost.fr 24/06/2015 Maroc: deux femmes agressées parce qu'elles portaient des robes risquent la prison <i>Youssef Roudaby</i></p> <p>► Medias24.com 26/06/2015 L'avocat des jeunes filles d'Inezgane conteste les faits et la procédure <i>Amine Belghazi</i></p> <p>► Francais.rt.com 06/07/2015 Maroc, deux femmes accusées de porter des jupes trop courtes devant un tribunal</p>
----------------	--

Name	RÉSISTANCE ET ALTERNATIVES FESTIVAL 2014 (FRA)
Dates	20th - 23rd February 2014
Place	Fabrique Culturelle des Anciens abattoirs - Casablanca
Description of the violation	The organizers of the festival «Résistance & Alternatives» were prohibited from accessing the «Anciens Abattoirs de Casablanca». This cultural space remained closed, even to cultural operators who bring life to the unique cultural factory in Morocco. It has been justified by the fact that the organizers needed an authorization from the urban commune of Casablanca. It should be noted that a lot of manifestations took place before the festival in the «Anciens Abattoirs», but the authorities never asked the organizers for authorizations.
Potential reason	The founders of the festival are members of the 20th February movement, which implied that the authorities forbid access to the «Anciens Abattoirs». Organizers of FRA currently adopt a speech that is more citizen than politicized.
Summary of the final result	The "Resistance & Alternatives" festival was organized in different places in Casablanca: Boultek (a modern music center) and the headquarters of political parties (USFP, PSU).
Sources	<p>► Telquel.ma 01/03/2014 L'art de la censure <i>Fahd Iraqi</i></p> <p>► Page Facebook : Festival de Résistance et d'Alternatives 19/02/2014 Communiqué de presse</p> <p>► H24info.ma 17/02/2014 le festival resistance et alternatives maintenu</p>

Name	9TH MEETING : L'FELSSAFA F ZEN9A (PHILOSOPHY IN THE STREET)
Dates	September 21th, 2013
Place	Parc Cervantes - Rabat
Description of the violation	L'UESCE (Students' Union for the Change of the Educational System) is an association defending the right for public, free and emancipatory education for all. The association organizes regularly "popular universities" of philosophy in different public spaces in various cities. On September 21th, 2013, the group was supposed to hold a debate on the philosophical theme "Love", in the public garden of Cervantes Institute in Rabat. The youth were suddenly surrounded by the security forces and the Pacha, who was charged of prohibiting the meeting and the gathering.
Potential reason	There was no specific reason for the prohibition of the manifestation, according to the press release of UESCE.
Summary of the final result	The youth left Cervantes' public garden under the pressure of the security forces. They insulted them and threatened to take their mobilephones. The meeting was postponed until September 28th, 2013. It was held on the same place (Cervantes public garden) and on the same theme of discussion (Love). The case was discussed at the parliament a week after the prohibition.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> ► Uecse 28/09/2013 «محاوله فاشلة للقوات المساعدة لتشتيت تجمع «الفلسفة فالزئقة» ► Uecse 21/09/2013 بيان حول منع نشاط الفلسفة فالزئقة ► H24info.ma 13/11/2013 l'interdiction d'une heure de lecture au parlement ► H24info.ma 27/09/2013 Agenda: l'felssafa f zen9a, le retour après la censure <i>Kaouthar Oudrhiri</i> ► Maghress.com 29/09/2013 القوات العمومية تستعمل كلاما 'نايبا' لمنع شباب من الحديث عن 'الحب' في فضاء عمومي ► Marocpress.com 29/09/2013 القوات العمومية تستعمل كلاما 'نايبا' لمنع شباب من الحديث عن 'الحب' في فضاء عمومي

Name	11TH MEETING « UNE HEURE DE LECTURE » (AN HOUR OF READING)
Dates	November 3rd, 2013
Place	Place Mohammed V - Casablanca
Description of the violation	The club of student awareness (CCE – Club Conscience Estudiantine) from the Science University of Casablanca, organized regular meetings in the public space on books and readings. The meetings were called "An hour of reading". As usual, the students were going to meet at Place Mohamed V in Casablanca to engage a debate about sexual harassment on their 11th meeting. Thus, they were confronted to the agents of Auxiliary forces, who invaded the place before the opening of the meeting that was expected to start at 3pm. The local authorities representative (L'Mqaddem) said to the organizers that they didn't have the right to unite as long as they don't have an authorization, and that the Auxiliary forces would intervene in case of resistance.

Potential reason	The absence of a formal authorization was the argument for the intervention of the security forces, knowing that CCE already organized 10 meetings as part of "An hour of reading", in different public spaces in Casablanca (Ligue Arabe garden, Mohamed V place, Ain Diab beach, etc) without needing an administrative authorization.
Summary of the final result	After the prohibition, youth gave sweets to the Auxiliary forces' agents before leaving Mohamed V place. Those sweets were initially bought for the participants to the meeting. Two weeks after this incident, the members of CCE came back to Mohamed V place to organize their meeting without being prohibited and without presenting any authorization.
Sources	► H24info.ma 06/11/2013 «Une heure de lecture» interdite à Casablanca <i>Kaouthar Oudrhiri</i> ► Elfassikile.tn 06/11/2013 Maroc : Quand la police interdit la lecture dans les espaces publics <i>Seif Eddine Akkari</i>

Name	"THE NADOR KISS"
Date	October 4th, 2013
Place	In front of a middle-school in Nador
Description of the violation	A teenage couple aged between 14 and 15 years old were pictured kissing by their friend in front of their school. The picture was posted on Facebook. Afterwards, a local organization was alerted by the students' parents. The organization complained to the attorney general for two major accusations : - A serious violation to the Moroccan education and culture. - Harm to the citizens' feelings. On October 4th, Raja, Mouhssine and Oussama were arrested and placed in a closed center for minors during 3 days, before being freed on October 7th, 2013.
Potential reason	The three young boys and girl were prosecuted for "violation of public decency", since the picture was taken in public space (in front of their school in Nador).
Summary of the final result	The arrest of the three youth caused a big debate and a huge mobilization on social media in Morocco and internationally. A lot of people posted on the internet pictures of couples kissing, as a form of solidarity with the youth. A "Kiss-in" was organized in Rabat, on October 12th, 2013 by 40 people to express their solidarity. The couple and their friend were finally freed on October 7th, 2013.

Sources	<p>► Lefigaro.fr 11/10/2013 Des adolescents marocains devant le tribunal pour un baiser <i>Anne-Claude Martin</i></p> <p>► Lenouvelliste.ch 22/11/2013 Jugement le 6 décembre pour le «baiser de Nador» au Maroc</p> <p>► Europe1.fr 08/10/2013 Le «baiser de Nador» enflamme le web marocain</p> <p>► Rfi.fr 24/11/2013 L'affaire du «baiser de Nador» : retour sur un petit drame provincial <i>Léonard Vincent</i></p> <p>► France24.com 05/10/2013 Maroc : deux adolescents arrêtés pour une photo de baiser sur Facebook</p> <p>► France24.com 07/12/2013 Baiser de Nador : les trois adolescents marocains poursuivis ont été acquittés</p> <p>► Huffingtonpost.fr 07/10/2013 Facebook: au Maroc, le couple d'adolescents arrêtés pour un baiser libéré avant le procès</p> <p>► Huffingtonpost.fr 06/12/2013 Maroc: les ados qui avaient posté sur Facebook la photo d'un baiser ont été acquittés</p> <p>► Slateafrique.com 14/10/2013 Affaire du baiser de Nador: Mais pourquoi ça les gêne qu'ils se roulent des pelles?</p>
----------------	---

Name	SCREENING OF A DOCUMENTARY FILM ABOUT CORRUPTION
Date	September 21st, 2013
Place	Moulay Hassan Square - Rabat
Description of the violation	<p>Within the framework of Transparency Maroc association's activities, a screening of a documentary film about corruption in Morocco, in Egypt, in Palestine and in Yemen has been scheduled for the closing of a workshop with young participants from the four countries. This screening, supposed to be diffused outdoors in the Moulay Hassan Square in Rabat September 21st 2013, never happened.</p> <p>The Moroccan association for the struggle against corruption submitted an authorization request to the Wilaya in Rabat, September 10th 2013. The day before the screening, it means September 20th 2013, Wilaya's services in charge of this file/case file verbally informed (by phone) Transparency Maroc that its activity was forbidden.</p> <p>It is important to highlight that the shooting of the documentary film took place in Morocco in April 2013, with the authorization from the "Centre Cinématographique Marocain" (CCM). Moreover the authorization from the CCM and the file were submitted to the Wilaya in Rabat September 10th, 2013.</p>
Potential reason	No reason has been claimed by the local authorities of Rabat about the ban of the screening of the documentary film, despite the effort of the executive committee of the association.

Summary of the final result	The screening never happened in the Moulay Hassan Square in Rabat. The Moroccan association for the struggle against corruption finally circulated a press release the 26th of September 2013 to inform the public opinion about this ban.
Sources	<ul style="list-style-type: none"> • Transparencymaroc.ma 23/09/2013 Communiqué • Aujourd'hui.ma 27/09/2013 Transparency Maroc en colère contre la Wilaya de Rabat • Maghress.com 28/09/2016 Rabat : interdiction «arbitraire» de la projection publique d'un film contre la corruption • Maghress.com 26/09/2013 ولاية الرباط تمنع عرض شريط وثائقي حول الفساد • Alifpost.com 26/09/2013 منظمة ترانسيرانسي تؤكد ان ولاية الرباط منعتها من عرض فيلم وثائقي حول الفساد

TESTIMONIES

• Meryem **JAZOULI**, choreographer
(Casablanca-Morocco)

The public sphere represents all the common spaces that are not private. I admit that I don't usually benefit from the public sphere on a regular basis because I don't have enough time and enthusiasm to be confronted to an environment that lacks activities. The public space as it is conceived nowadays seems hostile to me and malicious, especially towards women.

Moreover, public space is not well equipped for citizens. I feel like we don't have another choice except accepting public space as it is; usually dirty and in a bad shape. Thus, we suffer from public space more than we benefit from it.

However, I usually use public space for my activities, including experimentations of performances, rehearsals, projects that are conceived to take place in the city or simply moments of observation, that I usually do alone or with other dancers, because observation is necessary to our practice. When it comes to "stolen" moments of dance experiences in public space, I am always impressed by the accessibility, the facility and the responsiveness that we can observe. The public that witnesses those experiences is usually curious, attentive and respectful. We generally have the possibility of working for a long time without being bothered by the authorities.

Nevertheless, when it comes to investing public space in due form, things get harder and sometimes impossible.

Having an authorization to set a performance or a show in public space is very complicated in terms of administrative procedure. We are usually obliged to abandon the idea despite the utility, the necessity and the benefits of using public space as a place for culture, art or other forms.

According to me, the more the public space will belong to the citizens the more there will be effort in terms of living together and respect. Public space is the best tool to sensitize citizens on values of respect of the others, mutual respect, the respect of the individual, tolerance and equality.

Recommandations :

- Having a clear legislation that protects citizens, that allows them to enjoy living together and that fosters a steady environment.
- Encouraging artists and cultural operators to invest in public space through implementing laws that are adapted to their cultural and artistic activities.
- Improving the management of public space through cleaning its environment.
- Opening public space for culture more broadly.
- Fostering a steady public space that contributes to educating all the citizens.

• Reuben **ODOI**, musician
(Casablanca, Morocco/Ghana)

Public sphere can be summarized in three key words: gender, equality and diversity.

First of all, regarding gender, we notice that inequalities really exist, particularly in leisure spaces. The gender issue exists in all the life aspects of individuals: the labor market, the family, the couple, the citizenship and leisure. It is part of the identity building of the individual and crosses all the social classes and human problems.

In fact, I noticed that women are usually confronted to street harassment and violence in Morocco. Unfortunately, neither men nor women denounce those acts. This collective consent is sometimes a form of resignation. The individual responsibility is not enough to enable men and women to share political, public, family and work spaces. We finally get to the question of equality, by wondering if men and women act collectively.

When it comes to diversity, it can't only exist through a simple article. All the history and patriarchal heritage should be analyzed. We need an accessible urban solution, in order to change this perspective and be emancipated from it. It is about creating an active diversity based on a real equality between women and men. People change, and the city changes as

well. Social reality is different nowadays, and this is where we should start.

The challenge consists in figuring how to appropriate public space in an equal way; may be by neutralizing the equipment and freeing outer space from sexual and stereotyped practices. We contribute to making those spaces gendered by constructing boules pitches, amusement parks for kids, skateparks, etc.,

Recommendations :

- Prepare and ensure the living together of girls and boys in a descent, democratic and equal public space (project of society)
- Give an equal freedom of speech to both women and men in public space.
- Establish equal governance supported by projects of society.
- Work on a real political project mixing diversity and equality, in order to deconstruct the gender status quo in public space.
- Question the political and social action, without only responding to equality questions by individual choices.

• Sara **SOUJAR**, activist for gender equality
(Rabat, Morocco)

Public space is a passage and circulation place. It is as well a space where interaction rituals are visible and noticeable. It can be considered as a space where the "public" community life is implemented between individuals and groups, between oneself and the outside environment. It is a social object that translates and codes relationships in a certain space. It has specific norms and carries an ideology that defines social connections between individuals and political, safety and socio-cultural powers. As a young, student, employee and feminist activist woman, I am present in public space regularly and continuously. Public space is complementary to my "private space". I am present in public space as an individual and as a member of a group of young women advocating for a free and equal access for women to public space. We are analyzing and following-up with the progress of public space in order to fasten the process of eradicating discrimination and all forms of violence.

Our group has observed that relationships in public space dictate inequality, discrimination and insecurity. We suffered from social pressure as individuals and women: sexual harassment, different forms of discrimination and violence from the

authorities.

The following example illustrates this repression: "The local authorities of Bernoussi (Casablanca) prohibited one of our cultural activities that was taking place in the youth center of Bernoussi".

Recommendations :

- Support the development of research and expertise on the crossing of gender and territorial development, and on multi-ground discrimination.
- Create equipped public spaces that are dedicated to reinforce and ensure the safety of women and girls: public lighting, landscape design, visibility, vehicular traffic, pedestrian traffic, urban property, hiding corners, signs, security personnel, proximity to other public spaces and to emergency services and easy access to public transportation.
- Support and develop socially innovative practices.
- Raise awareness and train local actors in the rural areas on violence against women, while offering them financial support.
- Guarantee that the communes and regions are focused on women's rights, and enable them to have the necessary exposure and legitimacy, in order to ensure political equality between women and men.
- Reinforce public debate on matters of equality, democracy and citizenship.

CONCLUSION

Unlike in other countries in the region, public space in Morocco reflects the socio-political and cultural situation of the country. While walking in the Moroccan streets, big or small cities or villages, we easily perceive and identify the feelings and the atmosphere that public space reflects. Public space in Morocco is either perceived as a State property, which makes it vandalized, or no one's property, which makes it neglected and polluted.

Women are not privileged in public space; sexual harassment is almost a general rule. It can go from verbal aggression to physical violence. "Foreigners", and particularly sub-saharan and Asian people are hardly welcome and experience racism. People with special needs circulate very hardly in public space, because of the lack of equipment in terms of sidewalks, public places, amusement parks and urban infrastructures....

However, the Moroccan public space is monotone and lacks creativity and festivities. The atmosphere that reigns the most in public space is either excessive boredom or tensions and danger, depending on the regions and the urban areas. The administrative, governmental or the municipal authorities are progressively controlling it, which makes its access difficult when it comes to political, labor, associative or artistic manifestations. FADAE campaign is set from this observation,

and works on achieving the major goal of making citizens and residents in Morocco appropriate public space in order to transform it into a place of free expression, exchange, living together and dialogue.

Thus, we conceived FADAE in 3 phases:

- A phase of raising the awareness of the public at large through a video that is massively shared on the internet
- A phase of advocacy through a national petition and a legal study supported by concrete cases and testimonies, in order to construct a solid advocacy towards the legal instances.
- A future phase of lobbying for parliamentarians, elected officials, journalists, civil society operators...that will use the tools above, amongst others, in order to create a large support group on different and many levels.

We hope this initiative will lead to a legal reform that guarantees access to public space for all, along with its exploitation as a medium for social change and cultural action, for the fulfillment of all the citizens.

خاتمة

حملة «فضاء» إنطلقت من هذا المنظور من أجل تحقيق الأهداف ذات الأولوية، وهي أن المواطنين والمواطنات المغاربة، المقيمين بالمغرب. سواء كانوا (فنانين، فاعلين ثقافيين والجمعيات)، يمكن أن يمتلكوا الفضاء العام لجعله مكانا لحرية التعبير، ومكانا للتبادل و التعايش والنقاش. هكذا قمنا بالتفكير في 3 مراحل من مشروع «فضاء»:

• مرحلة توعية الجمهور من خلال شريط فيديو تم نشره على نطاق واسع بشبكة الإنترنت

• مرحلة المرافعة من خلال عريضة وطنية ودراسة قانونية مرفقة بشهادات وحالات واقعية لبناء مرافعة موثقة ومدعومة أمام المؤسسات التشريعية

• مرحلة لاحقة للإقناع والتأثير مع البرلمانيين و المنتخبين والسياسيين والصحفيين والمجتمع المدني ... والتي سوف تستخدم الأدوات المذكورة أعلاه، وربما غيرها، لإنشاء مجموعة كبيرة للدعم على جميع المستويات

ختاما نأمل ان يسمح هذا العمل في نهاية المطاف بإصلاح قانوني يضمن وصول الجميع إلى الفضاء العام و «استغلاله» كأداة للتغيير الاجتماعي والعمل الثقافي الذي سيخدم جميع المواطنين وجميع المواطنين.

الفضاء العام بالمغرب، كبلدان أخرى مماثلة بالمنطقة، يمثل انعكاس للوضع الاجتماعي والسياسي والثقافي للبلد. خلال التجول في الشوارع المغربية، في المدن الكبرى والصغرى، أو القرى، يمكن للمرء أن يحس و يحدد بسهولة الأحاسيس التي تظهر والجو الذي يسود. وينظر إلى الفضاء العام في المغرب إما كملك للدولة، و قابل للتخريب أو كمكان لا يملكه أحد، و بهذا يصبح مهملًا وقذرا.

النساء ليس مرحب بهن بالفضاء العام: التحرش الجنسي يكاد يكون القاعدة العامة، بدءا من الاعتداء اللفظي إلى العنف الجسدي. «الأجانب» وخاصة (جنوب الصحراء، آسيا ...)، غالبا ما ينظر إليهم بسوء ويتعرضون لحالات من العنف العنصري. ذوي الاحتياجات الخاصة يصعب عليهم التجوال و ذلك لغياب أو ندرة التجهيزات التي يجب أن تستهدف الأرصفة، الساحات العامة المنتزهات، البنية التحتية الحضرية...

بالإضافة إلى ذلك، فإن الفضاء العام المغربي هو رتيب، يفتقد إلى حد بعيد للإبداع والاحتفالات و يسوده مناخ يتميز بالملل القاتل، الضغط و الخطر حسب الجهات و المناطق الحضرية. علاوة على ذلك، يتم التحكم من قبل السلطات الإدارية، الحكومة أو البلدية، وكثير من الأحيان، يصعب الولوج إليه، سواء من أجل التظاهرات السياسية، النقابية الجموعية و الفنية.

روبين أودوا، فنان موسيقي
(الدار البيضاء، المغرب / غانا)

المدينة. الواقع الاجتماعي مختلف اليوم، يجب البدء من هذه القاعدة.

ويتمثل التحدي في كيفية الحصول على ملكية فضاء عام مبني على المساواة. ربما عن طريق مكابدة للتجهيزات وتأهيل الفضاء الخارجي من حيث الممارسات الجندرية النمطية وذلك عند إنشاء ملعب للكرة الحديدية، منتزه ألعاب للأطفال، منتزه تزلج ... الخ، فإننا نساهم في التعايش بهذه المساحات.

التوصيات

- التصميم و التشجيع على اللعب و التعايش بين الفتيات والفتيان في الفضاء العام (مشروع مجتمعي)، مجرد، عادل، ديمقراطي و مبني على المساواة.
- السماح بحرية التعبير متساوية بين النساء والرجال بالفضاء العام.
- إقامة حكامه مبنية على المساواة تستند على المشاريع الاجتماعية.
- العمل على مشروع سياسي حقيقي، من خلال الربط بين التنوع والمساواة لتفكيك النظام الجندري في الأماكن العامة.
- التساؤل حول الإجراءات السياسية والمجتمعية، وليس فقط طرح مسألة اللامساواة باختيارات فردية.

يمكن تلخيص الفضاء العام في ثلاث كلمات رئيسية: النوع، المساواة و المزج.

أولا، فيما يخص النوع، نلاحظ انعدام المساواة. وخاصة بالأماكن الترفيهية. تثار مسألة النوع بجميع مجالات حياة الفرد: سوق العمل، الأسرة، الثنائي، المواطنة والترفيه. وهي جزء من بناء هوية أي فرد وتتخطى كل الطبقات الاجتماعية والقضايا الإنسانية.

في الواقع، لقد لاحظت أن النساء بالمغرب يتعرضن (في كثير من الأحيان) للتحرش و للعنف بالشارع. ولكن للأسف لا أحد يستنكر هذه الأعمال، لا الرجال ولا النساء. تأخذ هذه الموافقة الجماعية في بعض الأحيان شكل استسلام. تحمل المسؤولية الشخصية ليست كافية لتضامن النساء والرجال مشاركتهم الفضاءات (السياسية، العمومية، الأسرية، العملية، وما إلى ذلك). أخيرا، نأتي إلى مسألة المساواة، من خلال طرح مسألة ما إذا تحرك الرجال والنساء بشكل جماعي.

فيما يخص المزج لا يمكن أن يتواجد الا من خلال نص مبسط، من خلال تحليل مسألة التاريخ و الإرث الأبوي. يجب التوفر على حل حضري يمكن من أن يغير هذه النظرة و التحرر منها. يتعلق الأمر بخلق اختلاط فعال مبني على رهانات المساواة الفعلية بين المرأة والرجل. يعرف الانسان تغيرا، كذلك

سارة سوجار ناشطة في مجال النوع (الرباط، المغرب)

التوصيات:

- دعم تطوير البحوث الخبرات في مجال التقاطع بين الجنسين والتنمية الإقليمية، و مختلف أنواع التمييز.
- إنشاء الأماكن العامة مع المعدات اللازمة لتعزيز سلامة النساء والفتيات: الإنارة العمومية، حركة مرور المركبات، حركة مرور الرجال، التجهيزات الحضرية، زوايا يمكن استخدامها كأماكن اختباء، تعزيز الأمن، القرب من الأماكن العمومية الأخرى، القرب من الخدمات في حالات الطوارئ والوصول إلى وسائل النقل العمومي.
- دعم وتطوير الممارسات المبتكرة اجتماعيا.
- تنمية الوعي وتدريب الفاعلين المحليين في المناطق القروية لظاهرة العنف ضد المرأة ودعمها ماليا.
- التأكد من أن موقع وموارد الجماعات والجهات تهتم وتركز على حقوق المرأة وتمكينها من تكوين الرؤية والشرعية اللازمة من أجل ممارسة سياسة المساواة بين الجنسين.
- تقوية النقاش العام حول قضايا المساواة، الديمقراطية والمواطنة.

يعتبر الفضاء العام مكان للمرور والحركة، حيث طقوس التفاعل واضحة وتسهل ملاحظتها. ويمكن اعتباره أيضا كمكان للحياة الاجتماعية «العمومية» بين الأفراد والجماعات، وبين نفسك، والبيئة الخارجية. هو مكون اجتماعي صارم يترجم و يفكك العلاقات المكانية، حامل للمعايير، و هو كذلك بديل أيديولوجي يحدد العلاقات الاجتماعية بين الأفراد، وبين مختلف القوى السياسية والأمنية و السوسيو الثقافية.

بصفتي طالبة شابة، مستخدمة وناشطة و مناضلة من أجل المساواة، تعتبر علاقتي مع الفضاء العام علاقة يومية، مستمرة ومكتملة لفضائي الخاص. حضوري كفرد وعضو في مجموعة من الشباب الناشطة و المناضلة من أجل الولوج الحر والمتساوي للمرأة إلى الفضاء العام. فالتحليل والرصد الذي يقوم به هذا الأخير هو في حد ذاته مطالبة بتطوير عملية القضاء على التمييز، العنف في جميع أشكاله.

وجدت مجموعتنا أن العلاقات في الأماكن العامة تفرض شكل من عدم المساواة، التمييز وانعدام الأمن. كما أنه يعاني من الضغط الاجتماعي فيما يخص الأفراد / النساء: التحرش الجنسي، مختلف أنواع التمييز، ولكن أيضا عنف سلطات الدولة. تجربتنا التالية تبين هذا الضغط: «السلطات المحلية البرنوصي (الدار البيضاء)، منعت نشاط ثقافي أردنا تنظيمه بدار الشباب البرنوصي».

شهادات

مريم جزولي، مصممة رقص
(الدار البيضاء-المغرب)

لكن، يتجلى الأمر في استغلال الفضاء العام بشكل جيد، و هنا تكمن صعوبة الشيء و يجعله من مجال المستحيل. الحصول على ترخيص من أجل تنظيم أداء فني أو عرض بالفضاء العام، أصبح يندرج بمسار المحارب من حيث النهج ما يدفعنا غالباً للتخلي عن الفكرة بالرغم من جدوى، ضرورة و فوائد استغلال الفضاء العام كفضاء ممكن للثقافة، الفن و أشكال تعبيرية أخرى.

في رأيي كل ما كان الفضاء العام في حوزة المواطنين كل ما تضاعف الجهد من أجل التعايش والاحترام. الفضاء العام هو أفضل مكان لمواصلة رفع مستوى الوعي لدى المواطنين حول قيم احترام الآخر، الفرد، كقيم التسامح والمساواة.

التوصيات:

- توفر على تشريع واضح يحمي، ويعزز ويعطي للمواطن حق التمتع في العيش المشترك و في بيئة هادئة.
- تشجيع الفنانين والفاعلين الثقافيين على استغلال الفضاء العام، من خلال وضع قوانين مناسبة للأنشطة الثقافية والفنية.
- تحسين الإطار العام لتهيئة الفضاء العام من خلال نظافة بيئته
- فتح الفضاء العام و على نطاق واسع من أجل الثقافة
- تعزيز فضاء عام يساهم في تربية المواطنين.

يمثل المجال العام جميع الفضاءات المشتركة و الخارج عن الفضاء الخاص. أعتف بعدم الاستفادة من المجال العام بشكل ممتد و منتظم وذلك راجع لضيق الوقت، و قلة الحماس لمواجهة هذه البيئة من خلال نزهة لقللة الأنشطة وأيضاً لأن الفضاء العام أصبح يبدو لي في كثير من الأحيان عدائي و غير امن، خصوصاً تجاه المرأة. عدى عن أنه غير مهياً من أجل الساكنة، أشعر أنه ليس لدينا خيار سوى تقبله على ما هو عليه، بمعنى أنه و في الكثير من الأحيان قدر وفي حالة سيئة، وبهذا فإننا نعاني فيه أكثر من ما نستغله.

على الرغم من ذلك، و في إطار الأنشطة التي ازاولها، فأنا غالباً ما أستغل الفضاء العام من أجل تجارب الأداء، و التدريب. كما أستغله و في كثير من الأحيان لمشاريع صممت لكي تنظم بالمدينة أو لمجرد لحظات من الملاحظة بشكل فردي أو جماعي مع راقصين آخرين، بحيث أن المراقبة تعتبر ضرورية لممارستها.

عندما يتعلق الأمر بلحظات استثنائية لتجارب رقص من أجل و بالفضاء العام، دائماً ما أندش من الولوج، السهولة و سرعة الاستجابة التي نلاحظها.

الجمهور الذي يلتقي بهذه اللحظات هو جمهور فضولي، يقظ و يتسم بالاحترام و عموماً نقوم بالاشتغال لمدة طويلة من غير أن يتم إزعاجنا أو طردنا من طرف السلطات.

<p>► Lefigaro.fr 11/10/2013 Des adolescents marocains devant le tribunal pour un baiser <i>Anne-Claude Martin</i></p> <p>► Lenouvelliste.ch 22/11/2013 Jugement le 6 décembre pour le «baiser de Nador» au Maroc</p> <p>► Europe1.fr 08/10/2013 Le «baiser de Nador» enflamme le web marocain</p> <p>► Rfi.fr 24/11/2013 L'affaire du «baiser de Nador» : retour sur un petit drame provincial <i>Léonard Vincent</i></p> <p>► France24.com 05/10/2013 Maroc : deux adolescents arrêtés pour une photo de baiser sur Facebook</p> <p>► France24.com 07/12/2013 Baiser de Nador : les trois adolescents marocains poursuivis ont été acquittés</p> <p>► Huffingtonpost.fr 07/10/2013 Facebook: au Maroc, le couple d'adolescents arrêtés pour un baiser libéré avant le procès</p> <p>► Huffingtonpost.fr 06/12/2013 Maroc: les ados qui avaient posté sur Facebook la photo d'un baiser ont été acquittés</p> <p>► Slateafrique.com 14/10/2013 Affaire du baiser de Nador: Mais pourquoi ça les gêne qu'ils se roulent des pelles?</p>	المصادر
---	---------

عرض فيلم وثائقي حول الرشوة	الاسم
21 شتنبر 2013	التواريخ
ساحة مولاي الحسن الرباط	المكان
في إطار فعاليات إختتام ورش عمل ضم مشاركين من المغرب، مصر، فلسطين و اليمن أنشطة، كان من المقرر عرض فيلم وثائقي حول مسألة الرشوة البلدان الأربع. تم منع هذا الفيلم الوثائقي الذي كان من المفترض عرضه في الهواء الطلق بساحة مولاي الحسن بالرباط، يوم 21 شتنبر 2013.	وصف المخالفة
و قد قامت الجمعية المغربية لمحاربة الرشوة، بتقديم طلب ترخيص إلى ولاية الرباط في 10 شتنبر 2013. عشية يوم العرض، أي 20 شتنبر 2013 تم إبلاغ الجمعية من طرف خدمات الولاية المكلفة بملف الطلب و بشكل شفهي (عبر الهاتف) أن نشاطهم ممنوع. يجدر بالذكر أن تصوير الفيلم الوثائقي تم بالمغرب شهر أبريل 2013، مع ترخيص من المركز السينمائي المغربي (CCM) إضافة إلى ذلك، تم إيداع ملف طلب ترخيص العرض مرفقا بترخيص (CCM) بالولاية بالرباط يوم 10 شتنبر 2013.	المدافع المحتمل
لم يقدم أي سبب من قبل السلطات المحلية بالرباط حول سبب حظر عرض الفيلم الوثائقي. بالرغم من إصرار المكتب التنفيذي للجمعية على معرفة أسباب المنع.	خلاصة النتيجة النهائية
لم يتم قط عرض الوثائقي بساحة مولاي يوسف بالرباط. أصدرت الجمعية المغربية لمحاربة الرشوة بيان صحفي يوم 26 شتنبر 2013 لإعلام الرأي العام بهذه الرقابة.	المصادر
<ul style="list-style-type: none"> • Transparencymaroc.ma 23/09/2013 Communiqué • Aujourd'hui.ma 27/09/2013 Transparency Maroc en colère contre la Wilaya de Rabat • Maghress.com 28/09/2016 Rabat : interdiction «arbitraire» de la projection publique d'un film contre la corruption • Maghress.com 26/09/2013 ولاية الرباط تمنع عرض شريط وثائقي حول الفساد • Alifpost.com 26/09/2013 منظمة ترانسبرانسى تؤكد ان ولاية الرباط منعتها من عرض فيلم وثائقي حول الفساد 	

الاسم	اللقاء الحادي عشر من "ساعة للقراءة"
التواريخ	3 نونبر 2013
المكان	ساحة محمد الخامس الدار البيضاء
وصف المخالفة	اعتاد نادي الوعي الطلابي التابع لكلية العلوم - الدار البيضاء، تنظيم لقاءات بالفضاء العام حول الكتاب والقراءة بعنوان «ساعة للقراءة». كعادتهم اتفق الطلاب الشباب أن يلتقوا بساحة محمد الخامس (ساحة الحمام) لمناقشة موضوع «التحرش الجنسي» للقائهم الحادي عشر دون علم منهم، وجدوا أنفسهم في مواجهة القوات المساعدة في ساحة محمد الخامس قبل افتتاح اللقاء المقرر على الساعة الثالثة بعد الزوال. أخبر ممثل السلطات المحلية (المقدم) منظمي اللقاء أنهم لا يملكون تصريحاً، وأنه في حالة رفض إفراغ المكان، فستدخل القوات.
الدافع المحتمل	عدم وجود ترخيص الحجة التي أدت إلى تدخل قوات الأمن، مع العلم أن نادي الوعي الطلابي قد نظم عشر لقاءات من «ساعة للقراءة» في مختلف الفضاءات العمومية بالدار البيضاء (حديقة الجامعة العربية، ساحة محمد الخامس، شاطئ عين الذئاب ... الخ) و تم ذلك دون الحصول على أي ترخيص إداري من أية جهة.
خلاصة النتيجة النهائية	بعد منعهم من تنظيم نشاطهم، قام الشباب باعطاء قطع حلوى للقوات المساعدة قبل أن يغادروا ساحة محمد، هذه القطع التي تم اقتنائها في الأصل من أجل توزيعها على المشاركين. بعد أسبوعين من الحادث عاد شباب النادي لتنظيم لقاءهم بنفس المكان (ساحة محمد الخامس) دون أن يتم منعهم و بدون تصريح.
المصادر	► H24info.ma 06/11/2013 «Une heure de lecture» interdite à Casablanca <i>Kaouthar Oudrhiri</i> ► Elfassikile.tn 06/11/2013 Maroc : Quand la police interdit la lecture dans les espaces publics <i>Seif Eddine Akkari</i>

الاسم	قبلة الناظور
التواريخ	4 أكتوبر 2013
المكان	أمام إعدادية بمدينة الناظور
وصف المخالفة	تم تصوير مراهقين تتراوح أعمارهم بين 14 و 15 سنة من طرف صديقهم و هما يقبلان بعضهما أمام الإعدادية حيث يدرسون. تم نشر الصورة في موقع التواصل الاجتماعي فيسبوك. في وقت لاحق، قدمت منظمة محلية نبهت من قبل أولياء أمور التلاميذ شكوى إلى وكيل جلالة الملك تتهم فيها المراهقين « بالحاق ضرر جسيم بالتعليم والثقافة المغربية» و «زعزعة مشاعر المواطنين». يوم 04 أكتوبر، ألقى القبض على رجاء، محسين وأسامة و تم حجزهم بمركز خاص بالقاصرين لمدة 3 أيام. تم إطلاق سراحهم يوم 7 أكتوبر 2013.
الدافع المحتمل	رسمياً الدعوة القضائية ضد الشباب والفتاة كانت بتهمة «الإخلاء بالحياء العام» رأي مفاده أن الصورة أخذت في الفضاء العام (أمام مدرستهم بالناظور)
خلاصة النتيجة النهائية	اعتقال الشبان الثلاث أثار جدلاً كبيراً وتعبئة على الشبكات الاجتماعية في المغرب والخارج. وقد نشر العديد من مستعملي الانترنت صور تنائيات مغاربية يقومون بتقبيل بعضهم تضامناً مع هؤلاء التلاميذ. كما تم تنظيم وقفة أطلق عليها اسم « Kiss-in » بالرباط في 12 أكتوبر من قبل 40 شخص دعماً لهؤلاء الشباب. وأخيراً، تم إطلاق سراح شابي الناظور وصديقهم يوم الاثنين 7 أكتوبر، 2013

الاسم	مهرجان مقاومة و بدائل 2014
التواريخ	من 20 إلى 23 فبراير 2014
المكان	المصنع الثقافي للمجازر القديمة بالدار البيضاء
وصف المخالفة	تعرض منظمي مهرجان مقاومة و بدائل رفض الولوج للمجازر القديمة بالدار البيضاء. ظلت أبواب هذا الفضاء الثقافي المخصص للفنون الحضرية والمعاصرة مغلقة في وجه الناشطين الذين يقومون باحياء المصنع الثقافي الوحيد بالمغرب و ذلك بحجة عدم توفر منظمي المهرجان على ترخيص من طرف مجلس مدينة الدار البيضاء. يجدر بالذكر أنه تم تنظيم العديد من التظاهرات في وقت سابق و بنفس الفضاء و لم يتم طلب أي ترخيص للمنظمين من قبل السلطات الوصية.
الدافع المحتمل	منعت السلطات الولوج للفضاء لأن الشبان المؤسسين للمهرجان كانوا ينتمون لحركة 20 فبراير. اعتمد منظمي المهرجان على قناة للتعبير بطريقة مواطنة أكثر من سياسية.
خلاصة النتيجة النهائية	تم تنظيم مهرجان مقاومة و بدائل بأماكن متعددة بمدينة الدار البيضاء: بولتيك (مركز الموسيقى الحالية)، مقر الأحزاب السياسية (اليسار) الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية و الحزب الاشتراكي الموحد.
المصادر	<p>► Telquel.ma 01/03/2014 L'art de la censure Fahd Iraqi</p> <p>► Page Facebook : Festival de Résistance et d'Alternatives 19/02/2014 Communiqué de presse</p> <p>► H24info.ma 17/02/2014 le festival resistance et alternatives maintenu</p>

الاسم	اللقاء التاسع : الفلسفة فالزنقة (الفلسفة بالشارع)
التواريخ	21 شتنبر 2013
المكان	منتزه المعهد الاسباني سيرفانتس - الرباط
وصف المخالفة	Uesce (اتحاد الطلاب من أجل تغيير النظام التعليمي) هي جمعية تدافع عن الحق في التعليم العمومي المجاني و المحرر للجميع. اعتادت هذه الجمعية تنظيم جامعات شعبية حول الفلسفة بمختلف المدن بالفضاء العام. يوم السبت 21 شتنبر 2013، قررت المجموعة مناقشة موضوع «الحب» بحديقة عامة أمام معهد سيرفانتيس بالرباط. وجد هؤلاء الشباب أنفسهم محاصرين من قبل قوات المساعدة والباشا الذي كانت مهمته منع اللقاء و تفكيكهم.
الدافع المحتمل	لم يتم تقديم أي سبب محدد في البيان الصحفي الذي نشرته Uesce حول سبب المنع
خلاصة النتيجة النهائية	في نهاية المطاف، تحت ضغط الشرطة التي أهانت وهددت بسحب الهواتف المحمولة من الشباب. تم تأجيل اللقاء إلى الأسبوع التالي، السبت 28 شتنبر 2013 حول نفس الموضوع «الحب»، و بنفس المكان (حديقة سرفانتس). كما طرحت مسألة المنع في البرلمان في الاسبوع التالي.
المصادر	<p>► Telquel.ma 01/03/2014 L'art de la censure Fahd Iraqi</p> <p>► Page Facebook : Festival de Résistance et d'Alternatives 19/02/2014 Communiqué de presse</p> <p>► H24info.ma 17/02/2014 le festival resistance et alternatives maintenu</p>

<p>► Libe.ma 30/11/2015 A Khouribga, le conseil municipal islamiste détruit la scène d'un festival de rap Narjis Rerhaye</p> <p>► Medias24.com 1/12/2015 Interdiction d'un festival de musique à Khouribga: les versions des deux parties Mohammed Berrahou</p> <p>► Le360.ma 27/11/2105 khouribga: une députée du pjd utilise un bulldozer pour interdire un festival de rap Khalil Ibrahim</p> <p>► Khouribga24.com 26/11/2015 برلمانية تمنع إقامة منصة مهرجان "دروينا" الفني بخريكة</p> <p>► Yennayri.com 27/11/2015 مسؤولة حزبية بالعدالة والتنمية تقود تراكس لهدم منصة مهرجان فني بخريكة</p> <p>► Alakhbar.press.ma 27/11/2015 برلمانية من "البيجدي" تستعين بجرافة لمنع مهرجان "الراب" بخريكة</p> <p>► Marocbuzz.com khouribga : un bulldozer pour déplacer un festival de musique</p> <p>► Khouribga7.com منع منصة مهرجان "دروينا" والشباب يناشدون العامل بالتدخل</p>	المصادر
--	---------

الاسم	التواريخ	المكان	وصف الاساءة	الدافع المحتمل	خلاصة النتيجة النهائية	المصادر
التنانير القصيرة بإنزكان	14 يونيو 2015	سوق إنزكان	جنوب أكادير وتحديدًا بمدينة إنزكان، تعرضت شابتين تبلغان من العمر 20 سنة للمضايقة من أحد الباعة لما كانتا تقومان بالتجول بسوق المدينة. هذا الأخير اعتبر أن تنانيرهم قصيرة و تخل بالحياء. في وقت لاحق، ظهر حشد غاضب، و طوق الفتاتين. لذلك و خوفًا على سلامتهن، قامتا بالاحتفاء في متجر، في انتظار وصول الشرطة. عند حضور هذه الأخيرة استجابت لأمر الحشد و قامت باحتجاز الفتاتين بمركز الشرطة حيث قضوا ليلة قبل مثولهن أمام النيابة العامة.	اتهمت الشرطة و وكيل جلالة الملك الفتاتين بتهمة المساس بالأخلاق.	برأت المحكمة الابتدائية في إنزكان يوم 13 يوليوز 2015، كل من سناء وسهام. وذلك بعد أن تم تداول قضيتهم بالعدد من وسائل الإعلام الوطنية والدولية. كما، قام عدد من المتظاهرين بالاعتصام بالفضاء العام تضامنا مع الفتاتين.	<p>► Ici.fr 26/06/2015 Au maroc, deux étudiantes risquent la prison pour des jupes jugées trop courtes </p> <p>► Huffpostmaghreb.com 13/07/2015 Les deux filles d'Inezgane relaxées Youssef Roudaby</p> <p>► Telquel.ma 13/07/2015 Les « filles d'Inezgane » innocentées Thomas Savage, Tarek Bouraque</p> <p>► Yabiladi.com 27/06/2015 Maroc: Sit-in de solidarité en mini-jupes avec les deux filles d'Inezgane </p> <p>► Panorapost.com 13/07/2015 Affaire de la jupe : Les deux jeunes filles d'Inezgane acquittées </p> <p>► Jeuneafrique.com 25/06/2015 Deux Marocaines poursuivies en raison de leurs robes jugées trop courtes Majda Abdellah</p> <p>► Fr.le360.ma 30/06/2015 l'affaire des jupes d'inzeqane dénude les islamistes Fahd Iraqi</p> <p>► Huffingtonpost.fr 24/06/2015 Maroc: deux femmes agressées parce qu'elles portaient des robes risquent la prison Youssef Roudaby</p> <p>► Medias24.com 26/06/2015 L'avocat des jeunes filles d'Inezgane conteste les faits et la procédure Amine Belghazi</p> <p>► Francais.rt.com 06/07/2015 Maroc, deux femmes accusées de porter des jupes trop courtes devant un tribunal</p>

<p>► Rfi.fr 18/08/2015 Maroc: «Bhal-Bhal» subit des interdictions successives Sara Doublier</p> <p>► Elmundo.es 07/08/2015 Teatro callejero contra el racismo Rebeca Hortigüela</p> <p>► Arabcp.org 07/2015 المغرب: منع عرض مسرحية «بجال بجال» في المغرب للمرة الثانية</p> <p>► Ara.reuters 05/08/2015 منع عرض مسرحية عن معاناة المهاجرين الإفارقة في المغرب</p> <p>► Febrayer.com 05/08/2015 مخلص.. العام ما زينش وليس لأن الملك أعلن عن سياسة جديدة للمهاجرين ستختفي «الحكرة» </p> <p>► Yabiladi.com 03/08/2015 Une pièce de théâtre sur les Subsahariens au Maroc victime d'une série d'interdictions Mohammed Jaabouk</p> <p>► Alyaoum24.com 03/08/2015 السلطات تمنع عرض مسرحية عن المهاجرين الأفارقة في الرباط وطنجة وفاس</p> <p>► Artsfreedom.org 03/08/2015 Morocco: Continued harrasment and banning of performances</p> <p>► Telquel.ma 03/08/2015 La représentation de la pièce de théâtre «B7al B7al» interdite à Fès Soufiane Sbiti</p> <p>► Tanja7.com 06/07/2015 سلطات طنجة تمنع «بجال بجال» بسبب المهاجرين</p> <p>► Babelmed.net Interdiction des deux représentations de «b7al b7al» à Tanger!</p> <p>► Libe.ma 08/07/2015 Les Subsahariens empêchés de faire du théâtre à Tanger Hassan Bentaleb</p> <p>► Telquel.ma 06/07/2015 A Tanger, une pièce de théâtre avec des Subsahariens interdite Pauline Chambost</p> <p>► Huffpostmaghreb.com Théâtre de rue: Faute d'autorisation, la pièce «B7al B7al» sur les migrants n'aura finalement pas lieu ce samedi à Rabat 13/06/2015 Anaïs Lefébure</p>	المصادر
--	---------

النسخة السادسة ل «مهرجان دروبنا»	الاسم
26 نونبر 2015	التواريخ
ساحة المسيرة - خريبكة	المكان
«دروبنا» هو مهرجان لموسيقى الراب يتم تنظيمه من قبل جمعية «دروبنا» بمدينة خريبكة. شهدت النسخة السادسة منعاً من طرف مستشارة البلدية (مستشارة حزب العدالة والتنمية) بالمدينة. أرسلت هذه الأخيرة جرافة إلى ساحة المسيرة لهدم المنصة الموسيقية في حالة رفض المنظمين تفكيك هذه الأخيرة. تحت ذريعة أن هذا الحدث لم يحصل على موافقة السلطات المحلية. مع العلم أن المنظمين قاموا بتقديم طلب ترخيص بالمجلس البلدي يوم (17 نونبر 2015) قبل افتتاح المهرجان المقرر يوم 26 نونبر 2015. إضافة إلى ذلك حصل المنظمون على اتفاق شفهي من قبل باشا وعامل ساحة المسيرة من أجل استغلال الساحة لتنظيم المهرجان.	وصف المخالفة
يكمن السبب في تدخل السلطات في عدم وجود وثيقة مكتوبة تفيد بأنه تم قبول طلب الترخيص لتنظيم المهرجان بساحة المسيرة و أن استلام وصل الطلب لا يكفي و نفس الشيء بالنسبة للاتفاق الشفوي مع كل من باشا والعامل.	الدافع المحتمل
في نهاية المطاف تم تنظيم المهرجان، و ذلك بعد تغيير مكان تنظيمه إلى ساحة مولاي يوسف، من خلال الحصول على ترخيص المجلس البلدي و تحت ضغط الباشا و العامل.	خلاصة النتيجة النهائية

حالات الرقابة و/أو انتهاك الحرية في الفضاء العام بالمغرب [2011-2016]

الاسم	مسرح الشارع «بحال بحال» (كلنا سواسية)
التواريخ	من 13 يونيو الى فاتح أكتوبر 2015
المكان	ساحة باب الأحد - الرباط / ساحة الأمم - طنجة / باب بوجلود - فاس / ساحة الكورنيش - الناظور
وصف المخالفة	<p>اعدت مسرحية «بحال بحال» كجزء من مشروع ميكس سيتي، بشراكة مع جمعية جذور، مسرح المحكور الدار البيضاء و ماينوريتي غلوب. يشارك بالمسرحية 5 فنانون كوميديون مغاربة و 5 من جنوب الصحراء.</p> <p>تم إطلاق جولة وطنية في بداية يونيو 2015. وقد قدم العرض قبل أول بالمجازر القديمة بالدار البيضاء، و الثاني بساحة الأمم المتحدة بالدار البيضاء.</p> <p>خلال عطلة نهاية الأسبوع 4 و 5 يوليوز 2015، تم منع عرضين للمسرحية بمدينة طنجة. بعد وضع كل المعدات التقنية و السينوغرافية اللازمة، و قبل 15 دقيقة من انطلاق العرض (المقرر تقديمه على الساعة العاشرة مساء) تدخلت السلطات و منعت انطلاق العرض. نفس الشيء لقيه العرض خلال اليوم الموالي بكورنيش طنجة.</p> <p>الأول من غشت تعرض الفريق و المسرحيين لنفس المنع عند توجههم الى مدينة فاس من أجل تقديم عرضي «بحال بحال» قامت السلطات بالمنع 15 دقيقة قبل العرض.</p> <p>و بخصوص العروض الذي كان من المفترض تقديمها بالناظور يوم 17 غشت 2015 لم يتم تقديمها، بحيث تم اخبار المنظمين من طرف السلطات و ذلك قبل 10 أيام من العرض على ان المسرحية ممنوعة على المستوى الوطني.</p> <p>قام المنظمون و الشركاء الجهويون بطلب تراخيص قبل يوم العرض و ذلك في نطاق المدة الزمنية التي ينص عليها القانون.</p>
الدافع المحتمل	<p>قدمت عدة أسباب في كل مرة. بالرباط، رفضت السلطات (ولاية الرباط) تسلم طلب الترخيص ، بحجة أنه «تم تجاوز المدة التي يجب أن يتم فيها ذلك.» بطنجة، قال قايد الدائرة «أن قرار المنع هو قرار قادم من جهات عليا». في فاس، أوضح القايد: «أن كل الأنشطة المنظمة بالفضاء العام مرفوضة ، بسبب الحملة الانتخابية.» وبالناظور، أبلغت السلطات المنظمون أن لا يقوموا بالتنقل الى المدينة لأن المسرحية ممنوعة على الصعيد الوطني.</p>
خلاصة النتيجة النهائية	<p>قرر المنظمون أن يوقفوا المشروع بشكل مؤقت و يطرحوا المسألة على الوزارات المعنية (الثقافة ، الهجرة والداخلية) عن طريق رسائل شخصية لكل وزير و التي تم وضعها بمكاتبتهم. كما تم اخبار الرأي العام من خلال بيان صحفي و ندوة صحفية تم تنظيمها بالدار البيضاء. خلال شتنبر 2015 تلقى المنظمون اتصالا من طرف الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج و شؤون الهجرة لإيجاد حل وسط من أجل رفع هذا المنع. مما سمح باستئناف الجولة مرة أخرى، في 3 أكتوبر 2015 بالرباط. وفي وقت لاحق بالناظور ، أكادير، الدار البيضاء، المحمدية وسلا.</p>

هذا الحق إلا تلك التي تفرض طبقا للقانون وتشكل تدابير ضرورية، في مجتمع ديمقراطي، لصيانة الأمن القومي أو السلامة العامة أو النظام العام أو حماية الصحة العامة أو الآداب العامة أو حماية حقوق الآخرين وحرياتهم».

والذي التزم المغرب بتطبيقه، وكذلك المصادقة على بروتوكوله الاختياري الأول الملحق بالعهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية (16 دجنبر 1966)، بعد سنة من صدور الدستور الجديد، من طرف المجلس الوزاري بتاريخ 12 نونبر 2012، والذي يمنح الحق للأفراد بتقديم شكاوي للجنة المعنية بحقوق الإنسان لدى الجمعية العامة للأمم المتحدة عن أي خرق في تنفيذ الحقوق المدنية والسياسية المنصوص عليها في العهد الدولي.

كما نجد أن المغرب صادق أيضا على العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، في 3 ماي 1979، والذي ينص في فصله 3 أن «تتعهد الدول الأطراف في هذا العهد بضمان مساواة الذكور والإناث في حق التمتع بجميع الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية المنصوص عليها في هذا العهد»، وكذلك الذي ينص في فصله 15 أنه «I تقرر الدول الأطراف في هذا العهد بأن من حق كل فرد: (أ) أن يشارك في الحياة الثقافية، (ب) أن يتمتع بفوائد التقدم العلمي وتطبيقاته (ج) أن يفيد من حماية المصالح المعنوية والمادية الناجمة عن أي أثر علمي أو فني أو أدبي من صنعه.

2 تراعى الدول الأطراف في هذا العهد، في التدابير التي ستتخذها بغية ضمان الممارسة الكاملة لهذا الحق، أن تشمل تلك التدابير التي تتطلبها صيانة العلم والثقافة وإمادؤهما وإشاعتها.

3. تتعهد الدول الأطراف في هذا العهد باحترام الحرية التي لا غنى عنها للبحث العلمي والنشاط الإبداعي.

4. تقرر الدول الأطراف في هذا العهد بالفوائد التي تجنى من تشجيع وإمادء الاتصال والتعاون الدوليين في ميداني العلم والثقافة».

وتجدر الإشارة في هذا السياق أن المغرب، لم يصادق إلى حدود الآن، على البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية (10 دجنبر 2008)، والذي يمكن تقديم «البلاغات من قبل، أو نيابة عن، أفراد أو جماعات من الأفراد يدخلون ضمن ولاية دولة طرف ويدعون أنهم ضحايا لانتهاك من جانب تلك الدولة الطرف لأي من الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية المحددة».

قانون التجمعات العمومية

بالرجوع إلى الظهير رقم 1.58.377 بشأن التجمعات العمومية، كما وقع

تعديله وتتميمه، نجد أن فصله الثالث ينص على أنه «تعفى من سابق التصريح المنصوص عليه في المقطع الأول من هذا الفصل الاجتماعات التي تعقدتها الجمعيات والهيئات المؤسسة بصفة قانونية التي تهدف بصفة خاصة إلى غاية ثقافية أو فنية أو رياضية وكذا الاجتماعات التي تعقدتها الجمعيات أو المؤسسات الاسعافية أو الخيرية...»، لكن باقي القانون وخصوصا المظاهرات في الأماكن العمومية لم تنص على استثناء بخصوص التظاهرات الثقافية و الفنية، ويبقى التأويل بخصوص ذلك إلى السلطات الإدارية التي تجتهد في استلام التصريح وفي الكثير من الأحيان تفرض ترخيصا مسبقا، على عكس القانون نفسه.

التحرش الجنسي بالأماكن العمومية

ارتأى المشرع في ادخال الأحكام المتعلقة بالتحرش الجنسي في نفس القانون المتعلق بالعنف ضد المرأة، وهو القانون رقم 13.103، الذي ينص على تجريم التحرش الجنسي في الفصل 1 - 1 - 503 وذلك بنصه على «أنه يعتبر مرتكبا لجريمة التحرش الجنسي ويعاقب بالسجن من شهر واحد إلى ستة أشهر وغرامة من 2.000 درهم إلى 10.000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين كل من أمعن في مضايقة الغير في الحالات التالية :

- 1 - في الفضاءات العمومية أو غيرها، بأفعال وأقوال أو إشارات ذات طبيعة جنسية أو لأغراض جنسية؛
- 2 - بواسطة رسالة مكتوبة أو هاتفية أو إلكترونية أو تسجيلات أو صور ذات طبيعة جنسية أو لأغراض جنسية؛
- 3 - تضاعف العقوبة إن كان مرتكب الفعل زميلا في العمل أو من الأشخاص المكلفين بحفظ النظام والأمن في الفضاءات العامة أو غيرها».

الأقليات والفضاء العام

على الرغم من أن القانون عاما ومجردا، ومن الطبيعي قانونيا أن يطبق الإطار القانوني حول الفضاء العمومي، حتى على الأقليات ومهاجري جنوب الصحراء، إلا أنه من الضروري بحسب العديد من الممتنعين إخراج قانون خاص بتجريم الميز العنصري الذي تعاني منه هذه الأقليات، وبالأخص المهاجرين القادمين من جنوب الصحراء.

وذلك بعد تسجيل العديد من سوابق التمييز العنصري الذي تلاقيه هذه الفئة خصوصا في المجال العام، وتجدر الإشارة إلى أن الغرفة الأولى بالبرلمان (مجلس النواب) سبق أن عرض عليها، في الولاية السابقة مقترح قانون بهذا الشأن، لكن نواب الأغلبية صوتوا ضد هذا المقترح ليبقى هذا المجال بدون أي غطاء قانوني.

السياق السياسي و السوسولوجي

الدستور المغربي لسنة 2011، والذي قام بمراجعة مجموعة من فصول دستور 1996، خصص بابا كاملا (الباب الثاني) للحقوق والحريات العامة، والذي ينص فيه على « تمتع الرجل والمرأة، على قدم المساواة، بالحقوق والحريات المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، الواردة في هذا الباب من الدستور، وفي مقتضياته الأخرى، وكذا في الاتفاقيات والمواثيق الدولية، كما صادق عليها المغرب، وكل ذلك في نطاق أحكام الدستور وثوابت المملكة وقوانينها». بحيث ينص في الفصل 25 على أن « حرية الفكر والرأي والتعبير مكفولة بكل أشكالها. حرية الإبداع والنشر في العرض في مجالات الأدب والفن والبحث العلمي والتقني مضمونة». وكذلك تنصيصه في الفصل 26 على أنه «تدعم السلطات العمومية بالوسائل الملائمة، تنمية الإبداع الثقافي والفني، والبحث العلمي والتقني والنهوض بالرياضة. كما تسعى إلى تطوير تلك المجالات وتنظيمها، بكيفية مستقلة، وعلى أسس ديمقراطية ومهنية». وهو نوع من الإقرار بحرية التعبير والرأي داخل الفضاء العام، لكن دون أن يمتد ذلك، إلى حدود الآن إلى مراجعة ظهير التجمعات العمومية الذي لازال يحافظ، منذ 1958 على نفس المساطر والإجراءات الإدارية التي تحافظ على الهاجس الأمني في منح حق الولوج للفضاء العمومي.

الاتفاقيات الدولية:

صادق المغرب على مجموعة من الاتفاقيات الدولية التي تنص على حقوق الإنسان وخصوصا في جانبها المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية، ومنها الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، والذي نصت في فصلها 19 على أنه «لكل شخص الحق في حرية الرأي والتعبير، ويشمل هذا الحق حرية اعتناق الآراء دون أي تدخل، واستقاء الأنباء والأفكار وتلقيها وإذاعتها بأية وسيلة كانت دون تقييد بالحدود الجغرافية». بالرجوع إلى الاتفاقيات الدولية التي تنص على الحق في حرية الرأي والتعبير وكذلك الولوج إلى الفضاء العمومي من أجل التجمع السلمي بكل أشكاله، صادق المغرب في 3 ماي 1979، على العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، والذي ينص في مادته 21 على أن «يكون الحق في التجمع السلمي معترفا به. ولا يجوز أن يوضع من القيود على ممارسة

يمكن تأصيل «الصراع» حول الحق في الولوج للفضاء العام، بالرجوع إلى أيام (بلاد المخزن وبلاد السبيبة)، وهو الصراع الذي كان في ذلك الوقت قائما حول الفضاء أو المجال العام، بحيث أنه كان يُحكم «الفضاء العام» في بلاد السبيبة من قبل «عامة الناس» أما «بلاد المخزن» فكان الفضاء العام متحكما فيه من قبل «المخزن» (مونية بناني الشرايبي الندوة الافتتاحية ملتقيات ابن رشد، مارس 2016)، والذي انتهى بسيطرة الدولة التقليدية في المغرب على المجال العمومي وإخضاعه لرقابته الأمنية، ليصبح بذلك «الفضاء العمومي» متحكما فيه من قبل الدولة المركزية، وبقي الفضاء العام طيلة هذا الوقت يخضع إلى المنطق الأمني، في فترة الحماية، إلى أن تم تنظيم الولوج إليه بمجموعة من الظواهر التي صدرت سنة 1958 بعد سنتين من حصول المغرب على استقلاله، وهي التي سميت بظواهر الحريات العامة ومنها ظهير الحق في التجمعات العمومية، والذي مازال ساري المفعول إلى حدود الآن بعد إدخال بعض التعديلات «الشكلية» عليه.

الربيع المغربي:

سنة 2011، وكباقي دول المنطقة، خرجت مجموعة من الشباب للاحتجاج في الفضاء العمومي، بإحداث ثورة على المنع القائم في الفضاء العمومي، وتجاوز المساطر المفروضة في قانون التجمعات العمومية، بتنظيم مسيرات سلمية تطالب بالديمقراطية وتغيير الدستور وإصلاحات سياسية ومؤسسية، هذا «الربيع» الذي على الرغم من أن مطالبه كانت أساسا سياسية، من جعل الفضاء العام يعود إلى المواطنين من خلال تنظيم وقفات ومسيرات احتجاجية وأيضا لمجموعة من التعبيرات الإبداعية من داخل الحركة الاحتجاجية. هذه الحركة الاحتجاجية التي فرضت على السلطة السياسية في البلد، من خلال خطاب ملكي (9 مارس 2011) للإعلان عن إصلاح سياسي ودستوري، تمخض عنه إخراج دستور سنة 2011 والذي تضمن لفصل كامل من الحقوق والحريات ومنها الحق في التعبير داخل الفضاء العمومي .

الدستور :

الفضاء العام مكان انطلاق تنفيذ الديمقراطية

مشاركتهم. فكيف يعقل أن ننسى ما حكاه لنا أخونا الأكبر أو أبونا أو خالنا « في هذا الشارع، تم تنظيم أكبر فعالية حول...». في كل مدينة، يمكننا إعادة بناء الجغرافيا السياسية لعملية إستقطاب وإشراك الناس، وكذا حول تجمعاتهم، لقاءاتهم وانفعالاتهم. وبالتالي فهي تمثل خارطة للأعمال الجماعية. هناك إذن طرق ومسارات مخصصة. التعبير السياسي للفرد يحدد في نطاق المدينة، ليجعل من الفضاء العام، ملك مُهْدَى من المدينة من قبل مواطنيها. الفضاء العام هو بالتالي مسألة شخصية لتمثيل الرغبة السياسية للناس. لأنه يمكن أن يصبح مسألة موضوعية في المواجهة الفعلية لاحتلال الأماكن مع السلطة.

الفضاء العام هو في الواقع مكان يتعلم فيه الأفراد قيم التبادل مع تكوين الآراء، أفراد لا يقبلون الاعتقادات السائدة، بل ناس يقبلون تبادل الأفكار وتقديم الحجج، وأيضاً، غالباً بشكل ضمني، توعية الناس و معرفة حدودهم في مواجهتهم مع الآخر. يشارك الفضاء العام في تطوير الآراء، بطريقة لا تشمل الخطاب المطابق للأحزاب والسلطة. وبالتالي ينتج عن الفضاء العام الشرعية الديمقراطية من خلال الاعتراف بالآخر. لأنه يحدد حركة التحرر الذي يسمح بالحرية الفردية و عرض علنا ما نفكر فيه، من نكون و ما نريد أن نكون. و بالتالي فهو يعبر عن الحركة الديمقراطية.

هو أيضاً فضاء رمزي. تكوينه مرتبط بشرعية القيم التي يدافع عنها المواطن. هي قصة نقاشات حول المواجهات. إذ يعكس الفضاء العام واقع الديمقراطية الحالية، لأنه أصبح مكاناً للتعبير المتناقض للمعلومات والآراء والمصالح، هو الرابط السياسي الذي يجمع بين مواطنين مجهولين. ينتج الفضاء العام ما هو قيم بالنسبة للبلاد: إعطاء المواطنين الشعور بالمشاركة الفعلية في سياسة البلاد. و بالتالي يصبح الفضاء السياسي مكان لبناء الديمقراطية التي تمكن من التعايش بالمجتمع لأنه يهدئ النزاعات من خلال حرية التعبير.

الذهاب حيث يوجد الناس، الذهاب نحو الآخرين. هي إحدى مبادئ جذور. هذه الأخيرة التي لا تدعو الناس فقط لندوات بالأماكن المغلقة. إذن، كيف يمكن الذهاب إلى الناس إن لم يتم ذلك بالفضاء العام.

لأنه يشكل الفضاء الوسيط بين المجتمع المدني والدولة، يمثل الفضاء العام مكاناً للعمل الديمقراطي. بحيث أصبح يعتبر مكاناً للمقياس والمعيار. الولوج للفضاء العام هو جزء لا يتجزأ من التمدن القوي الذي تعرفه جميع أنحاء البلاد. و يرتبط بظهور أشكال تعبيرية متعددة، الصحف، المجلات، الإذاعات الخاصة، استطلاعات الرأي الصحف الإلكترونية... لأنه نشأ من قبل تحركات الناس و الأفكار. فالفضاء العام، موجز للحياة التشاركية، خصوصاً أنه يجمع كل التعبيرات، الآراء والمطالب الاجتماعية. هو أيضاً مكاناً للمواجهة، عندما يتم حظر الولوج إليه من قبل السلطات.

مع النمو الذي تعرفه المدينة و المجتمع، تصبح الحاجة إلى اللقاءات أكثر تعقيداً، و بالتالي تصبح الحاجة لاستعمال الفضاء العام تفرض نفسها كضرورة. بمعنى آخر، هو حق في الولوج و حق في المشاركة. حيث أن الفضاء العام هو أولاً مكاناً للولوج للجميع و لكل المواطنين نساء و رجال، و الولوج إليه هو ما يُعرِّفه. تَشَكُّل المدينة هو الذي يؤكد سبب وجوده: الساحات، وسط المدينة، الشوارع الكبرى للولوج، عبر حرية التحرك تنتج العفوية التي تسمح للناس بالإلتقاء و إشباع المطالب الاجتماعية.

الولوج إلى الأماكن العامة هو في الواقع مشاركة المواطنين حياتهم. وذلك باعتبارهم يمتلكون ويتأسون مدينتهم، ولأنهم يخرجون من بيوتهم، يخرجون من دائرتهم الحضرية، من شوارعهم، وأحيائهم للوصول إلى الآخرين، مع الآخرين، للتعبير عن رغبتهم واستعدادهم للمشاركة العامة في الحياة. يحتكرون الأماكن العامة لتشريع

05..... **مقدمة**

06..... **الإطار العام و القانوني للفضاء العام بالمغرب**

06..... السياق السياسي والسوسيولوجي.....

06..... الربيع المغربي.....

06..... الدستور.....

06..... الاتفاقيات الدولية.....

07..... قانون التجمعات العمومية.....

07..... التحرش الجنسي بالأماكن العمومية.....

07..... الأقليات والفضاء العام.....

حالات الرقابة و/أو انتهاك الحرية في الفضاء العام

08..... [2011-2016].....

08..... مسرح الشارع «بحال بحال» (كلنا سواسية) (2015).....

09..... النسخة السادسة ل «مهرجان دروبنا» (2015).....

10..... التنانير القصيرة بإنزكان (2015).....

11..... مهرجان مقاومة و بدائل (2014).....

11..... اللقاء التاسع : الفلسفة فالزنقة (الفلسفة بالشارع) (2013).....

12..... اللقاء الحادي عشر من «ساعة للقراءة» (2013).....

12..... قبلة الناظور (2013).....

13..... عرض فيلم وثائقي حول الرشوة (2013).....

14..... **شهادات**

14..... مريم جزولي (مصممة رقص).....

15..... سارة سوجار (ناشطة في مجال النوع).....

16..... رويين أودوا (فنان موسيقي).....

17..... **خاتمة**

التنسيق العام

- المهدي أزدام

الإطار العام و القانوني

- محمد السموي

المساهمون

- رحيم بنحائم
- دنيا بنسليمان
- عادل السعداني

تصميم

- سارة شكلي

إعادة قراءة

- رجاء حمادي
- عائشة نوري
- كيتري بيرشون

شكر لـ

- مريم الجزولي
- ورين أودوا
- سارة سوجار



30، زنقة البنفسج، إقامة برث 2، الطابق 2 رقم 8، 20140، مرس السلطان، الدار البيضاء، المغرب.
info@racines.ma | +212 522 47 63 35
racines.ma | artmap.ma | pratiquesculturelles.ma

جمعية جذور منظمة مغربية غير هادفة للربح، يتركز محور اشتغالها حول الثقافة كعامل للتنمية البشرية، الاجتماعية والاقتصادية. جذور خلقت بإرادة فاعلين ثقافيين مغاربة، مقتنعين بأن إشكالية الثقافة ضرورية من أجل اللحمة الاجتماعية والتنمية، وهي إشكالية مشتركة ما بين الدول الأفريقية: ضعف انخراط الدولة في السياسات الثقافية، تجاهل كون الثقافة حق من حقوق الإنسان، ضعف الصناعات الإبداعية، عدم حماية حقوق الفنانين بشكل كاف وقلة التكوينات المناسبة في مهن الثقافة.

مشروع من إعداد جذور، في إطار برنامج «الدراما والتنوع والتنمية بمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا»، الممول من طرف الاتحاد الأوروبي، ودعم مؤسسة مينورتي رايتز الدولية، مؤسسة الملتقى المدني الفلسطينية، مركز أندلس لدراسات التسامح ومناهضة العنف، صندوق الأمير كلاوس للثقافة والتنمية. تم إنتاج هذا التقرير من طرف جذور في إطار مشروع «فضاء» بدعم من الاتحاد الأوروبي. محتوى التقرير من مسؤولية جذور ولا يعكس بأي شكل من الأشكال وجهات نظر الاتحاد الأوروبي.



بدعم من:

مول من طرف:

فضاء FADAE

FREE ACCESS AND DIVERSITY FOR ALL AND EVERYONE

